

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES :
PERCEPTION EN CHINE ET AU CANADA
ÉTUDE EXPLORATOIRE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
MAÎTRISE EN SCIENCE DE LA GESTION INTERNATIONALE

PAR
XIAYANG FU

JANVIER 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je remercie Dr. Prosper Bernard, professeur à l'Université du Québec à Montréal et directeur de mémoire, pour l'aide qu'il a fournie. Il m'a guidé dans mon travail et m'a aidée à trouver des solutions pour avancer.

Je désire aussi remercier Dr. Michel Plaisent, professeur à l'Université du Québec à Montréal, qui a répondu patiemment à mes questions académiques.

Je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères au corps professoral et au personnel de l'Université du Québec à Montréal, pour la richesse et la qualité de leur enseignement et par ce qu'ils déploient de grands efforts pour assurer à leurs étudiants une formation actualisée.

Je tiens à remercier spécialement Dre. Marie-France Turcotte, la professeure à l'Université du Québec à Montréal, qui fut la première à me faire découvrir les connaissances des responsabilités sociales des entreprises qu'elle a su me transmettre.

Un grand merci à ma mère et mon père, pour leur amour, leurs conseils ainsi que leur soutien inconditionnel, à la fois moral et économique, qui m'a permis de réaliser les études que je voulais et par conséquent ce mémoire.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers les amis qui m'ont apporté leur soutien moral et intellectuel tout au long de ma démarche.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vii
LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS	viii
RÉSUMÉ	ix
ABSTRACT.....	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE	5
1.1 Perspective historique et concept de la RSE	5
1.2 Norme internationale ISO 26000	6
1.3 Comparaison entre l'Occident et l'Asie	7
1.4 La RSE dans les pays occidentaux	8
1.5 La RSE en Asie	11
1.6 La RSE dans les pays en développement : différences et points communs	12
1.7 Situations historiques particulières en Chine	13
1.8 La responsabilité sociale des entreprises au Canada.....	18
CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE	20
2.1 Questions de recherche	20
2.2 Méthode de cueillette des données.....	21
2.2.1 L'instrument de recherche.....	21
2.2.2 L'échantillon et la collecte des données.....	22
CHAPITRE 3 : ANALYSE DES DONNÉES ET DISCUSSION.....	24
3.1 Les répondants	24
3.2 Comparaison Canada versus Chine.....	25
3.3 Analyses par niveau de perception.....	27
3.3.1 Au niveau du pays.....	27
3.3.2 Au niveau des entreprises	28

3.3.3 Au niveau individuel	29
CHAPITRE 4 : DISCUSSION	31
CHAPITRE 5 : CONCLUSION	36
5.1 Sommaire et apport de ce mémoire.....	36
5.2 Limites de cette recherche.....	38
5.3 Suggestions pour d'autres recherches.....	39
ANNEXE A [CAS COMPLÉMENTAIRES].....	40
A. CAS CHINOIS.....	41
A1. SINOPEC	41
A2. Banque agricole de Chine	42
A3. AgBank	43
A4. Huawei	44
A5. Alibaba	46
B. CAS CANADIENS	49
B1. Trans Mountain	49
B2. Métallurgie Magnolia Inc.	54
B3. Gildan Inc.	55
ANNEXE B [LOIS ET POLITIQUES EN CHINE]	57
A. Lois, politiques et interventions du gouvernement chinois liées à la RSE.	58
Certaines des lois chinoises relatives à la RSE	58
B. Lien entre les politiques gouvernementales et les résultats en matière de RSE.	66
ANNEXE C [LOIS ET POLITIQUES AU Canada]	66
A. Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes	66
B. Le contenu détaillé en rapport avec la loi.....	67
ANNEXE D [Nations Unies, 2011].....	68
A. Principes directeurs des Nations Unies (entreprise et droits de l'homme)	68
ANNEXE E [QUESTIONNAIRES DE RECHERCHES ANTÉRIEURES].....	69
A. Questionnaire de Popescu	69

ANNEXE F [QUESTIONNAIRES UTILISÉS]	77
A. Questionnaire en français	77
B. Questionnaire en anglais	80
C. Questionnaire en mandarin.....	83
ANNEXE G [RÉSULTATS DE SPSS].....	85
A. Résultats détaillés pour les Canadiens	86
BIBLIOGRAPHIE	106

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 3. 1 DISTRIBUTION DES REpondANTS PAR PAYS	24
TABLEAU 3. 2 COMPARAISON DES REpondANTS PAR PAYS SELON L'AGE ET LA SCOLARITE	24
TABLEAU 3. 3 PERCEPTIONS DE LA RS DES CHINOIS PLUS ELEVEES QUE LES CANADIENS ...	25
TABLEAU 3. 4 PERCEPTIONS DE LA RS DES CANADIENS LUS ELEVEES QUE LES CHINOIS	25
TABLEAU 3. 5 PERCEPTIONS DE LA RS DES CHINOIS EQUIVALENTES ENTRE CHINOIS ET CANADIENS.....	26
TABLEAU 3. 6 RESULTATS DETAILLES DES PERCEPTIONS	27

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACVM	Autorités canadiennes en valeurs mobilières
BSI	Business Service Innovation/ Innovation des services aux entreprises [Notre traduction]
CEC	Confédération chinoise des entreprises
ONE	Office national de l'énergie
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations
CDEV	Corporation de développement des investissements du Canada
CIA	Central Intelligence Agency/ Agence centrale de renseignement [Notre traduction]
Covid-19	Coronavirus Disease 2019/ Maladie du coronavirus 2019 [Notre traduction]
CSRC	China Securities Regulatory Commission/Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières [Notre traduction]
CSMAR	China Stock Market & Accounting Research/ Marché boursier chinois et recherche comptable [Notre traduction]
CSST	Commission des accidents du travail du Québec
FLA	Fair Labor Association/ Association du travail équitable [Notre traduction]
LCAPE	Loi sur la corruption d'agents publics étrangers
MBA	Master of Business Administration/ Master en administration des affaires [Notre traduction]
MSN	Maquila Solidarity Network/ Réseau de solidarité Maquila [Notre traduction]
NPD	Nouveau Parti démocratique
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
RES/CSR	Responsabilités sociales des entreprises
RMB	Renminbi
SAI	Social Accountability international/ Responsabilité sociale international [Notre traduction]
SEBI	Securities and Exchange Board of India/ Commission des valeurs mobilières et des changes de l'Inde [Notre traduction]
TBL	Triple bottom line/ Triple Ligne inférieure [Notre traduction]
UE	Union européenne
US EPA	United States Environmental Protection Agency/ Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis [Notre traduction]
WRC	Worker Rights Consortium/ Consortium pour les droits des travailleurs [Notre traduction]

LISTE DES SYMBOLES ET DES UNITÉS

Mg	Magnésium métal
MgCl ₂	Électrolyse du chlorure de magnésium
=	Égal
%	Pourcentage

RÉSUMÉ

La responsabilité sociale des entreprises a toujours représenté un élément important de leur développement dans divers pays du monde. Le contexte de cet article se situe dans la période post-épidémique. L'article attire l'attention sur les points de vue, les politiques et la mise en œuvre de diverses entreprises de Chine et du Canada sur la responsabilité sociale par le biais d'enquêtes. Il présente une comparaison détaillée des similitudes et des différences entre le Canada et la Chine en matière de responsabilité sociale des entreprises. En raison de l'économie culturelle et d'autres considérations, le développement de cette responsabilité des entreprises chinoises a tendance à être plus unifié, encouragé et supervisé par le gouvernement. Il est progressivement amené vers une prise de conscience de cette responsabilité sociale par les entreprises et les personnes en affaires, qui est devenue une force de contrôle invisible. Les détails de la responsabilité sociale quant à la satisfaction des employés d'une entreprise doivent être mieux connus et mis en œuvre. La croissance de cette responsabilité sociale des entreprises au Canada s'est stabilisée. Les détails internes de leur responsabilité sociale ont été bien développés et la satisfaction du personnel reste élevée. Les gens d'affaires et autres membres du public participent largement à leur mise en œuvre, formant une force de contrôle. Cependant, les gens d'affaires espèrent que le gouvernement pourra renforcer davantage la surveillance, ce qui est plus propice à l'évolution et à l'amélioration de la responsabilité sociale des entreprises. L'auteur souhaite que cet article puisse devenir une référence pour les entreprises du monde entier afin de promouvoir davantage l'amélioration, la mise en œuvre et l'application de la norme ISO 26000 dans différents pays du monde. Cette recherche a révélé des différences importantes dans la perception de la responsabilité sociale entre les entreprises de la Chine et du Canada. En particulier, les gens d'affaires perçoivent que les entreprises chinoises se montrent plus socialement responsables que les entreprises canadiennes.

Mot de clé : responsabilité sociale des entreprises, ISO26000, les entreprises de la Chine et du Canada.

ABSTRACT

Corporate social responsibility has always been an important part of organizational development in various countries around the world. The context of this article is in the post epidemic period. The article draws attention to the views, policies and implementation of various companies in China and Canada on social responsibility through surveys. It presents a detailed comparison of the similarities and differences between Canada and China when it comes to corporate social responsibility. Due to the cultural economy and other considerations, the development of this responsibility of Chinese enterprises tends to be more unified, encouraged and supervised by the government. It is gradually brought towards an awareness of this social responsibility by companies and people in business, which has become an invisible controlling force. The details of social responsibility for the satisfaction of a company's employees need to be better understood and implemented. The growth of this corporate social responsibility in Canada has stabilized. The internal details of their social responsibility have been well developed and staff satisfaction remains high. Business people and other members of the public participate widely in their implementation, forming a controlling force. However, businesspeople hope that the government can further strengthen oversight, which is more conducive to the evolution and improvement of corporate social responsibility. The author wants this article to become a benchmark for companies around the world to further promote the improvement, implementation and application of ISO 26000 in different countries around the world. This research revealed significant differences in the perception of social responsibility between companies in China and Canada. In particular, business people perceive Chinese companies to be more socially responsible than Canadian companies.

Key words: corporate social responsibility, ISO 26000, companies in China and Canada.

INTRODUCTION

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) est devenue une stratégie courante non seulement pour les entreprises privées, mais actuellement, même pour les entreprises publiques. La plupart des activités de RSE touchent principalement aux questions environnementales et sociales parallèlement aux efforts de rentabilité (Rasche *et al.*, 2017). Les entités gouvernementales reconnaissent depuis longtemps le rôle important que les entreprises privées jouent en particulier dans la promotion du développement durable et de leur responsabilité sociale (Rasche *et al.*, 2017). Cependant, soumises à de fortes pressions de la société civile et des consommateurs elles demeurent plus enclines à adopter et à mettre en œuvre des stratégies de développement durable (Thorlakson *et al.*, 2018). Ces entreprises, parmi d'autres activités écologiques, semblent introduire de manière proactive la RSE dans nombre de leurs projets. Elles restent prêtes à entreprendre des actions environnementales dans la production d'énergie propre, la réduction des gaz toxiques et la gestion efficace et appropriée des déchets (Thorlakson *et al.*, 2018).

En fait, une revue scientifique montre que ces entreprises axées sur le développement durable sont alignées sur les principes de l'approche *triple bottom line* (TBL), la citoyenneté d'entreprise, l'éthique des affaires, l'entrepreneuriat durable et la RSE (Ritala *et al.*, 2018; Thorlakson *et al.*, 2018). Au contraire, d'autres sont orientées exclusivement vers la performance financière (Rasche *et al.*, 2017).

En outre, les entreprises qui s'engagent fermement dans la RSE pour la durabilité regardent principalement leurs engagements sociaux, à travers le travail communautaire et les actions économiques par les opportunités d'emplois. Aussi, elles touchent l'environnement par la gestion des déchets et de la pollution (Rasche *et al.*, 2017). De plus, la United States Environmental Protection Agency (US EPA) (2015) considère que la durabilité environnementale est sous-tendue par six éléments : la génération non polluante caractérisée par des stratégies de prévention et de protection des sols, de l'air et de l'eau; des environnements de travail sains et sûrs; la réduction des déchets; l'efficacité de la production

industrielle; des emballages respectueux de l'environnement et enfin des produits respectueux de l'environnement. Plus particulièrement, ces actions sont précipitées par les intérêts d'une multitude de parties prenantes : propriétaires, actionnaires, communauté, personnel, administrateurs et gestionnaires, groupes de défense des droits civiques, clients et même gouvernement, principalement en tant que régulateurs et décideurs (Li et Zhang, 2010).

L'abondante documentation présentée considère les actionnaires et la direction de l'entreprise comme les instigateurs les plus importants de la RSE dans de nombreuses organisations (Ritala *et al.*, 2018; Thorlakson *et al.*, 2018). Cependant, très peu de documents attribuent l'action et la politique du gouvernement comme des prédicteurs et des facteurs de motivation significatifs pour la RSE qui conduisent à une performance d'entreprise durable et progressive. Cette recherche devient donc un ajout pertinent aux autres recherches en tentant de combler le vide qu'elles ont laissé en n'examinant pas la place de l'action et des politiques gouvernementales dans la RSE et la performance des entreprises.

En outre, en savoir plus sur la manière dont les entreprises concernées ont réagi aux actions et aux politiques de la Chine et à leur impact s'avère un moyen essentiel d'examiner ces actions et ces politiques. Cela est dû au fait que la Chine représente la plus grande économie parmi les économies émergentes. En effet, elle est passée lentement, mais à un rythme régulier, d'une économie fermée à une économie capitaliste quelque peu ouverte qui, dans une large mesure, épouse la libéralisation des échanges, la mondialisation et les flux de capitaux assouplis. Ces forces constituent les ingrédients de l'engagement des entreprises en matière de RSE alignés sur l'action et la politique du gouvernement (Tang *et al.*, 2018). Cependant, de façon encore plus poignante, les archives montrent que la Chine connaît de nombreux scandales liés aux activités de RSE (Miao *et al.*, 2015). Certains de ces scandales notables incluent les fiascos de la sécurité alimentaire comme le pain cuit à la vapeur, le rouge du Soudan, les germes de soja empoisonnés et la débâcle du lait en poudre Sanlu. Il y a aussi les scandales répressifs du travail comme l'affaire des sauts successifs de Foxconn et la pollution industrielle de l'eau (Miao *et al.*, 2015). Il peut sembler que les activités de RSE de la Chine sont loin d'être optimistes et incongrues (Miao *et al.*, 2015).

La plupart des responsabilités sociales des entreprises canadiennes se manifestent par des dons de bienfaisance. Par exemple, Canadian Tire a lancé un projet de fonds pour aider les enfants âgés de 4 à 18 ans à développer des passe-temps. Les Canadiens de Montréal ont lancé un projet pour aider à soulager les jeunes nécessiteux, en se concentrant sur les activités sportives, une alimentation saine, etc.

La Chine demeure le pays avec la plus grande structure d'entreprise publique au monde qui, à son tour, contribue de manière significative à son économie. Contrairement à la philosophie occidentale, comme c'est le cas au Canada où la conscience de la RSE est largement étayée par des obligations philanthropiques (Steurer, 2010; Skare et Golja, 2014), l'intervention du gouvernement chinois dans la RSE est réellement importante, mais largement étayée par la légitimité sociale qui s'ensuit de façon marquante, et ce, à partir de 2006 (Ting *et al.*, 2018; Li et Zhang, 2010). Depuis cette date, c'est l'une des principales raisons pour lesquelles de nombreuses entreprises chinoises ont inclus des rapports de RSE dans leurs rapports financiers et de performance annuels (Li et Zhang, 2010). La différence entre la philosophie occidentale de la RSE et celle de la Chine a conduit cette dernière à élaborer un modèle de remplacement dans lequel les entreprises d'État s'associent et collaborent de manière significative les unes avec les autres, même dans les activités de RSE (Wong, 2009). Cela a également poussé des universitaires comme Jamali *et al.* (2017) à emprunter à l'approche des logiques institutionnelles de la RSE pour essayer d'expliquer l'engagement de la Chine envers la RSE et d'autres comme Hoffman *et al.* (2017) à étiqueter l'engagement et la philosophie de la RSE de la Chine comme « Une dynamique sociale menée par l'État » (p. 652).

Historiquement aussi, la Chine a adopté une approche interventionniste descendante sur l'engagement RSE avec les directives d'engagement RSE 2006 publiées par la Bourse de Shenzhen. L'approche interventionniste a été définie comme celle d'un gouvernement créant des lois et des politiques délibérées pour motiver ou obliger les entreprises à s'engager dans la RSE (Yin et Zang, 2012). Ajoutons la nouvelle Loi sur les contrats de travail, instaurée en 2008, qui vise à garantir que les activités de RSE ne se dégradent pas et promeuvent en fait l'emploi et les droits du travail (Yin et Zang, 2012). Cette approche descendante s'est

toutefois accompagnée de défis importants occasionnés par la dynamique inégale du marché chinois. La Chine ne soutient pas nécessairement les activités de RSE autonomes des entreprises. Ce fait rend donc difficile pour son gouvernement de les encourager à s'y investir de manière proactive par elles-mêmes, de par leur volonté sans surdépendance et sans coercition (Moon et Shen, 2010 ; Zhao, 2012 ; Ge *et al.*, 2016).

Pourtant, les entreprises chinoises font des progrès positifs. Durant la crise de la COVID-19 qui a éclaté en 2020, plusieurs entreprises chinoises ont mis en œuvre des plans de responsabilités sociales. Elles offrent alors, spontanément, des dons aux zones où la maladie est épidémique, notamment en Chine continentale et dans d'autres pays du monde. Par exemple, Huawei, Alibaba et d'autres entreprises ont fait don de masques, de lunettes, de kits de test et d'autres fournitures médicales au Canada.

Les entreprises canadiennes ont continué à développer leurs propres plans de responsabilités sociales pendant l'épidémie. Par exemple, Canada Goose Company a effectué un don d'un million de RMB à la Chine pour la prévention et le traitement de la COVID-19.

Nous pouvons voir, à travers ces cas et ces données d'enquête, selon les conditions nationales particulières des deux pays, que l'idéologie de base de la responsabilité sociale spécifique au Canada et à la Chine est différente. Les deux principaux canaux de supervision restent distincts. Ainsi, les facteurs déterminants à l'origine de ces différences proviennent des différences d'environnement social, de culture et de systèmes juridiques.

Cette recherche permettra de comprendre les différences importantes entre la Chine et le Canada quant à la responsabilité sociale des entreprises telle que perçue par des gens d'affaires. Cela aidera les entreprises qui font des affaires internationales.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1 Perspective historique et concept de la RSE

Précipitée par les changements mondiaux, la prise de conscience des parties prenantes et le respect du progrès durable et social, la RSE fait l'objet d'une attention scientifique particulière depuis un certain temps. Cependant, il n'existe pas de consensus scientifique quant à une définition congruente de la RSE, de nombreux chercheurs donnant parfois des définitions disparates. Freeman (2009) a défini la RSE comme les actions des entités commerciales pour réaliser leurs activités lucratives sans recourir à la fraude ou à la tromperie. Par ailleurs, d'autres chercheurs ont développé cela avec Gendron et Turcotte (2013) ainsi que Babiak et Trendafilova (2011) établissant la RSE comme l'intégration des éléments environnementaux et sociaux de l'existence humaine dans le modèle commercial de base. Tang *et al.* (2018), quant à eux, considèrent que la RSE représente l'obligation pour une entreprise de protéger les intérêts de ses parties prenantes qui comprennent les propriétaires, les gestionnaires, les consommateurs, les communautés, les fournisseurs et les employés. Bouslah *et al.* (2017) décrivent la RSE comme des actions volontaires menées par des entités commerciales dans leur tentative d'atteindre des résultats sociaux. Freeman et Hasnaoui (2010), après un examen approfondi de la conceptualisation de la RSE, admettent enfin que la définition de la RSE est plongée dans l'ambiguïté. Toutefois, les chercheurs reconnaissent qu'au moins la durabilité, l'éthique, le volontariat, la citoyenneté d'entreprise, la philanthropie et le bien-être social en représentent des éléments indélébiles. Ces éléments constitueront les principales mesures utilisées par la présente étude pour expliquer les activités de RSE. À la suite de cet examen, nous l'espérons, nos constats s'ajouteront à la littérature qui cherche à créer une compréhension congruente de ce qu'est la RSE. En outre, une grande partie de la description de la RSE se concentre largement sur les entreprises privées et non sur les entreprises publiques. Cela devient problématique pour des cas comme la Chine, où un nombre important d'entreprises qui s'engagent dans la RSE se trouvent en grande partie détenues par l'État.

Historiquement, la philosophie et la pratique sous-tendant la RSE reposaient en grande partie sur le volontariat en tant qu'antithèse directe à l'intervention de l'État (Krichewsky, 2017). On note que la RSE demeure le résultat naturel de l'introduction de l'éthique des affaires observée au début du XX^e siècle en Amérique. Cette arrivée de l'éthique dans les affaires a été catalysée par la nécessité de mettre l'accent sur la prise de conscience de l'intérêt personnel des entreprises et sur le bien-fondé de l'autorégulation par rapport aux politiques, aux lois et aux réglementations des entités gouvernementales pour contrôler leurs activités économiques (Abend, 2014). Par conséquent, le gouvernement a été dépouillé de son pouvoir de surveillance pour responsabiliser les entreprises. Ce pouvoir a été transféré aux entreprises d'État qui étaient chargées de veiller à ce que les entreprises agissent dans l'intérêt de ces entreprises d'État même si elles opéraient commercialement (Abend, 2014; Kaplan, 2015). Cependant, selon Krichewsky (2017), « la montée en puissance des politiques des entreprises d'État dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) suggère une réaffirmation du pouvoir de l'État sur un phénomène initialement destiné à affaiblir les autorités des entreprises d'État (p. 510) ». S'il peut être facile de conclure, sur la base de l'émergence de nombreuses politiques de l'Union européenne et de l'Asie en matière de RSE, que la RSE est redevenue contrôlée par l'État, Krichewsky (2017) observe que la situation est encore imprégnée d'ambiguïté. La raison invoquée est que même là où des politiques de RSE sont présentes et mises en œuvre par l'État, cela peut avoir pour résultat de renforcer la capacité des entreprises à s'engager dans des activités légitimes de bien-être social et de philanthropie qui profitent aux citoyens sans arracher le contrôle aux entreprises elles-mêmes (Krichewsky, 2017).

1.2 Norme internationale ISO 26000

La norme ISO 26000 constitue une norme internationale d'orientation de base sur la responsabilité sociale des entreprises. Il n'y a pas de méthode d'authentification unifiée. Sa mise en œuvre et son utilisation dépend de la conscience de soi de l'entreprise.

Le système ISO 26000 est également une norme éthique unifiée en matière de responsabilité d'entreprise dans le monde entier. De nos jours, l'importance du respect moral est

profondément enracinée dans le cœur des gens. Une entreprise peut développer et promouvoir sa propre culture éthique d'entreprise grâce à ce système. C'est la meilleure garantie pour une entreprise de réaliser un bon développement circulaire.

Selon le contenu principal de la norme ISO 26000, nous avons résumé sept principes de base comme suit : redevabilité, transparence, comportement, reconnaissance des intérêts des parties prenantes, respect du principe de légalité, Prise en compte des normes internationales de comportement, respect des droits de l'homme.

Dans la mise en œuvre de ces principes, nous rencontrerons des défis correspondants, tels que l'environnement, la gouvernance d'entreprise, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs, les communautés et le développement local, les relations et les conditions de travail, les droits de l'homme et ainsi de suite.

Ces défis sont des choses auxquelles chaque entreprise doit réfléchir profondément et répondre activement. Ce sont des indicateurs importants pour contrôler si une entreprise peut se développer à long terme. Elle peut être considérée comme une condition invisible pour évaluer objectivement si le développement d'une entreprise sur le plan mondial se révèle bon.

Il a été mis en œuvre pour dix ans en novembre 2020. Au cours de la dernière décennie, en raison de son contenu étendu et de sa forte inclusion, il peut guider le développement durable des entreprises et formuler des stratégies de développement des entreprises. Il s'est donc bien répandu dans les systèmes de gestion d'entreprise dans plus de 80 pays à travers le monde (Lewis, 2020).

1.3 Comparaison entre l'Occident et l'Asie

Il existe certains points communs et certaines différences dans la manière dont la RSE a été conceptualisée dans les différents pays. Comme indiqué précédemment, la philosophie occidentale de la conscience de la RSE était initialement largement étayée par des

obligations philanthropiques (Steurer, 2010 ; Skare et Golja, 2014). Cela a été contesté par des chercheurs comme Pasquero (2018) qui ont noté que la conception occidentale de la RSE a transcendé la simple philanthropie pour inclure une conscience sociale, environnementale et économique. En outre, la plupart des interventions du gouvernement asiatique dans la RSE, y compris de la Chine, sont importantes. Par contre, elles sont largement étayées par la philanthropie et la légitimité sociale qui se sont manifestées de manière significative à partir de 2006 (Ting *et al.*, 2018 ; Li et Zhang, 2010 ; Pasquero, 2018). Cela signifie que la littérature empirique sur le sujet devrait montrer des points communs dans la façon dont la RSE est perçue dans les pays occidentaux (États-Unis et Europe) et en Asie et bien sûr des différences lorsque les deux régions sont comparées.

1.4 La RSE dans les pays occidentaux

De nombreuses études réalisées dans les pays occidentaux, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis, comme celle de Bouslah *et al.* (2017), affirment que les activités socialement responsables des entreprises montrent une modération aux incitations à prendre des risques et à l'irresponsabilité sociale. Leur conclusion indique que les entreprises ayant des incitations élevées à prendre des risques s'engagent davantage dans des activités de RSE que celles dont les incitations sont faibles. Par conséquent, ces dernières affichent également un comportement irresponsable social plus faible. L'incitation à la prise de risque et la manière dont la responsabilité sociale modère la relation entre elle et les entreprises ne semblent pas être une force significative en Chine ou en Inde en raison de la pression exercée par le gouvernement pour qu'elles adoptent un comportement socialement responsable qui est fortement lié à leur performance financière (Tang *et al.*, 2015). Comme indiqué précédemment, cette différence fait partie du départ entre l'articulation savante de la RSE dans les pays occidentaux et la conceptualisation de la RSE dans les pays indochinois.

Freeman et Hasnaoui (2010) reconnaissent que la RSE à l'échelle mondiale est soulignée à l'aide de différentes descriptions et pratiques qui sont à la fois spécifiques à un pays et à une région continentale. Dans la plupart des pays occidentaux, Freeman et Hasnaoui (2010) observent que des entreprises comme Microsoft, Apple et Ben & Jerry's aux États-Unis ont

adopté la RSE comme une composante nécessaire. Cependant, elles la considèrent en termes individuels caractérisés par le travail bénévole et le triple résultat, en sensibilisant au VIH/SIDA, en utilisant l'argent et des articles pour améliorer les moyens de subsistance de la communauté. De cette manière, elles atteignent leurs objectifs et suivent leur stratégie (Jacques, 2010). D'autres mécanismes de RSE touchent aux questions de durabilité qui impliquent des stratégies et des promotions sur les énergies renouvelables, le changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'autres touchent la philanthropie, les subventions de recherche universitaire, les ressources humaines, l'éthique des affaires, les technologies propres, les contributions des entreprises à des enjeux sociaux comme la santé, l'éducation et le commerce équitable dans la chaîne d'approvisionnement entre autres (Jacques, 2010 ; Freeman et Hasnaoui, 2010).

Une comparaison effectuée du concept de RSE au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France et au Canada montre des similitudes et des contrastes notables. Premièrement, les quatre pays sont comparés, car ils partagent des similitudes en ce qui concerne le fait qu'il s'agit de pays développés avec un revenu par habitant de plus de 26 000 USD (CIA Factbook, 2010). En outre, dans une large mesure, sur la base des dimensions culturelles de Hofstede et Hofstede (2005), ces quatre pays se présentent nettement plus individualistes que collectivistes. Ils disposent également d'un indice de distance de puissance courte, donc ils sont moins liés à la hiérarchie. Aussi, ils épousent une orientation à long terme. Par conséquent, ils ont moins d'accroches à la croyance culturelle, évitent peu l'incertitude et se trouvent plus enclins à prendre des risques.

Comparativement, contrairement à la France, les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, n'appliquent pas tous une définition spécifique de la RSE telle que déterminée par le gouvernement. Par contre, tous dépendent largement des descriptions données par les ONG et les autres institutions privées, y compris les universités (BSI, 2010). En outre, ces trois pays ne sont pas dotés de réglementations interventionnelles étatiques solides qui stimulent la RSE à la fois dans les entreprises publiques et, en particulier, dans les entreprises privées (Freeman et Hasnaoui, 2010). Dans une large mesure, la RSE est laissée à la compétence des entreprises privées pour s'engager avec elle en s'appuyant sur leurs propres intérêts

commerciaux (Freeman et Hasnaoui, 2010 ; Jacques, 2010 ; Argandona et von Weltzien Hoivik, 2010). Cependant, la conceptualisation de la RSE en France est mandatée par le gouvernement pour les entités commerciales des entreprises d'État (Gouvernement français, Loi n° 2001-420, 2001). Le gouvernement français oblige toutes les entreprises publiques à insérer leurs rapports RSE dans leurs rapports financiers annuels (Freeman et Hasnaoui, 2010).

En outre, Jacques (2010) indique aussi que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, de même que maintenant la France, considèrent la RSE en termes individuels caractérisés par le travail bénévole, le triple résultat, la sensibilisation au VIH/sida, l'utilisation de l'argent et des articles pour améliorer les moyens de subsistance de la communauté. Des entreprises de ces pays atteignent ainsi leurs objectifs et la suivent leur stratégie. Et il faut regarder également les questions de durabilité qui impliquent des stratégies et des promotions quant aux énergies renouvelables, au changement climatique, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. D'autres questions, parmi tant d'autres, doivent être considérées, comme celles qui touchent à la philanthropie, aux subventions de recherche universitaires, aux ressources humaines, à l'éthique des affaires, aux technologies propres, aux contributions des entreprises à des enjeux sociaux tels la santé, l'éducation et le commerce équitable dans la chaîne d'approvisionnement (Jacques, 2010 ; Freeman et Hasnaoui, 2010). Enfin, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada montrent une intervention du gouvernement dans la RSE. Il n'y est pas en tant que force motrice, mais en tant que défenseur à la fois des entreprises publiques et, dans une certaine mesure, des entités privées pour embrasser davantage d'activités de RSE (Jacques, 2010 ; Freeman et Hasnaoui, 2010). D'autres pays occidentaux, comme le Danemark et la Suède, tiennent compte de la RSE, et sa relation avec l'intervention du gouvernement et les entreprises d'État est remarquée là où son adoption est facilitée en fonction du parti politique qui prend les rênes du pouvoir ; certains sont plus impliqués tandis que d'autres ne le sont pas (Vallentin, 2015).

1.5 La RSE en Asie

Ensuite, on parle des pays où la politique gouvernementale et l'adoption de la RSE pour les entreprises publiques et les entreprises privées sont étroitement liées. Deux des meilleurs exemples sont l'Inde et la Chine qui, ensemble, constituent la région indo-chinoise du monde. Ces pays font partie de cette catégorie en grande partie en raison du fait qu'ils partagent des idéologies politiques (communistes) et économiques (émergentes, anciennement communistes, actuellement capitalistes) (Sharma, 2013 ; Corbridge et al, 2013 ; Mukherji, 2013). Dans le cas de l'Inde, le gouvernement central a institué, à partir de 2007, des politiques pour inciter les entreprises d'État à les adopter et à les promouvoir de même qu'à s'engager dans des activités de RSE (Kohli, 2013). Cela a été officiellement légalisé en 2011 avec l'introduction des Directives volontaires nationales sur les responsabilités sociales, environnementales et économiques des entreprises (Kohli, 2013). L'année suivante, une circulaire en lien avec l'obligation à la responsabilité des entreprises a été publiée par le Securities and Exchange Board of India (SEBI). Elle exigeait que toutes les entreprises faisant partie de la liste des 100 plus grandes entreprises par leur capitalisation boursière rendent compte chaque année de leurs activités de RSE dans leurs rapports financiers annuels (Sharma, 2013). En 2013, la politique gouvernementale intervenant sur les activités de RSE s'est encore renforcée avec la promulgation de la Loi sur les sociétés. Cette Loi a obligé toutes les entreprises d'une certaine taille à utiliser 2 % de ce qu'elles réalisent en tant que bénéfice net pour s'engager dans des activités de RSE et en rendre compte en fin d'année (Sharma, 2013 ; Corbridge *et al.*, 2013 ; Mukherji, 2013).

Ce renforcement du contrôle gouvernemental indien sur les politiques de RSE a amorcé de profondes transformations du développement du pays dans la mesure où l'engagement des entreprises privées envers la RSE a maintenant pris des connotations politiques importantes en dehors des intentions philanthropiques (Sharma, 2013 ; Corbridge *et al.*, 2013 ; Mukherji, 2013 ; Kohli, 2013). Cela a été caractérisé par un passage des politiques de développement socialistes subjuguées par l'interventionnisme de l'État à des politiques de l'offre qui font des entreprises privées le moteur prédominant du développement national (Kohli, 2013). Comme Dahlsrud (2008) l'a affirmé, la RSE est principalement un concept socialement construit qui

ne peut donc pas être universellement défini et appliqué en raison des fondements sociaux des différents pays et de leurs visions socioculturelles uniques du monde.

1.6 La RSE dans les pays en développement : différences et points communs

Ceci est important, car les entreprises canadiennes et chinoises mènent des projets à travers le monde. La conceptualisation et l'adoption de la RSE dans les pays en développement sont déployées en grande partie dans le secteur extractif. Elles ont également fait l'objet d'une attention scientifique considérable (Dougherty et Olsen, 2014 ; Sagebien et Lindsay 2011 ; Dougherty, 2011). Dougherty et Olsen (2014) soutiennent que la RSE dans les pays en développement riches en industries extractives, tels le Guatemala et de nombreuses régions d'Afrique, est vue de manière positive. Cependant, sur les plans politiques et économiques, elle est utilisée pour répondre aux besoins locaux plutôt que dans un cadre unique. Le contexte local ici est employé pour signifier qu'ils s'engagent dans les activités culturellement attachantes pour la communauté locale comme celles concernant l'eau, la nourriture, le logement et l'éducation et laissent les autres questions de développement durable liées au climat, à l'énergie et à l'éthique des affaires, entre autres, à des experts environnementalistes et ingénieurs (Dougherty et Olsen, 2014 ; Sagebien et Lindsay 2011 ; Dougherty, 2011).

Certains travaux scientifiques attirent en outre l'attention sur le fait que la RSE est vue comme un outil important pour aider à la survie des entreprises dans les pays en développement (Gifford *et al.*, 2010). Cela ne veut pas dire que la maximisation des profits n'est pas l'un des résultats escomptés pour ces entreprises. De fait, face à une forte pression mondiale sur elles et pour éviter la discrimination, elles considèrent en partie les activités de RSE comme un moyen pour entretenir des relations avec les entreprises d'État (PR) et en partie comme moyen pour établir des relations communautaires positives. Par conséquent, elle sert pour améliorer leur image et leur réputation (Gifford *et al.*, 2010 ; Dougherty et Olsen, 2014 ; Sagebien et Lindsay 2011). Plusieurs voient la responsabilité sociale comme un forme de « marketing » (Ferat, Bernard et Plaisent, 2017). Cependant, les pays en développement et les entreprises qui y opèrent tiennent la RSE pour importante

principalement à des fins de relations publiques et forgent un lien solide avec le milieu communautaire en traitant les besoins locaux et en laissant les problèmes de durabilité « mondiaux » à d'autres (Gifford *et al.*, 2010 ; Dougherty et Olsen, 2014). D'après les critiques précédentes, cela tombe en contradiction avec la compréhension occidentale de la RSE qui combine en grande partie la philanthropie locale et individualisée avec des questions de durabilité.

1.7 Situations historiques particulières en Chine

Pour parler efficacement des lois, politiques et interventions du gouvernement chinois liées à la RSE, il est important de voir les trois étapes principales que la Chine a traversées pour les adopter, les mettre en œuvre et les amener à un niveau significatif. Cette classification est influencée par Tang *et al.* (2016) et inclusive, car elle permet de répondre de la manière dont la Chine a commencé à intervenir par ces politiques.

Première étape : 1990-début du 21^e siècle

Cette période a marqué le début de l'implantation d'une forme de codes de conduite, de structures et de systèmes RSE, mais uniquement pour les entreprises chinoises de la chaîne d'approvisionnement mondiale. À cette époque, la RSE était promue pour les entreprises internationales, en particulier pour celles qui opéraient dans les pays occidentaux où les initiatives de RSE privées étaient considérées comme importantes (Tang *et al.*, 2016). Par conséquent, les entreprises chinoises de la chaîne d'approvisionnement mondiale, pour éviter les problèmes sérieux, se conformer aux exigences de la chaîne d'approvisionnement mondiale et mieux pénétrer les marchés occidentaux, ont adopté la RSE, mais uniquement par le biais de codes de conduite et de l'autorisation d'audit multinational à des niveaux limités (Tang *et al.*, 2016).

Deuxième étape : 21^e siècle-2003

C'est à cette étape que la Chine a introduit le concept de RSE et de la vision du monde dans la société chinoise au sens large, ce qui a suscité de nombreux débats et un examen minutieux. Cependant, l'introduction de la RSE n'était pas une initiative gouvernementale en soi, mais une initiative encouragée par les organisations internationales, les institutions scolaires et les ONG qui ont étudié et ouvert des discussions sur la question de la RSE (Tang *et al.*, 2016). Par conséquent, les efforts d'intégration commerciale mondiale visant à alléger les barrières commerciales et à élargir les relations commerciales ont fortement préconisé des initiatives de RSE en Chine afin de réduire tout défi pour les relations commerciales. C'est à ce moment-là que le gouvernement chinois a commencé à examiner de près la RSE, en particulier parmi ses entreprises publiques et plus tard pour les entreprises privées du pays. Ceci est démontré par les efforts proactifs pour promouvoir et adopter la RSE dans les entreprises chinoises par les organes gouvernementaux, les plus importants étant la Confédération chinoise des entreprises (CEC), le ministère du Travail et le ministère du Commerce. Ce dernier, à l'époque, a débuté par la création d'un comité d'enquête pour vérifier à la fois la véracité et la faisabilité de la RSE pour les entreprises chinoises (Tang *et al.*, 2016).

Troisième étape : à partir de 2003

L'étape finale est notée sur la base de la revue des documents. C'est l'étape des actions RSE menées résolument. C'est à ce stade que le gouvernement s'est rendu compte que la RSE se révèle un concept efficace et incontournable qui a le potentiel d'améliorer les relations commerciales, de répondre aux besoins de la société, d'élaborer une justification largement scientifique au développement et de bâtir des entreprises durables (Tang *et al.*, 2016). Par conséquent, c'est en grande partie à partir de ce stade que le gouvernement chinois a commencé à travailler et à plaider en faveur de lois, de politiques et de mesures d'intervention pour parfaire l'engagement en matière de RSE dans les entreprises publiques et privées (Tang *et al.*, 2016). La Chine représente la plus grande économie parmi les économies émergentes et le pays est passé lentement, mais de façon régulière d'une économie fermée à une économie capitaliste quelque peu ouverte qui, dans une large mesure, épouse la libéralisation des échanges, la mondialisation et l'assouplissement des flux de

capitaux ; forces qui constituent les ingrédients de l'engagement des entreprises en faveur de la RSE aligné sur l'action et la politique du gouvernement (Tang *et al.*, 2018).

Empiriquement, des études significatives ont examiné le fonctionnement de la RSE en Chine et vérifié les résultats les plus notables découlant de l'engagement en matière de RSE. Tziner (2013) a passé en revue la RSE en Chine et a noté que, d'une manière générale, la plupart des entreprises engagées dans la RSE dans ce pays affichaient une bonne productivité de leurs employés et une rentabilité suffisante. Cependant, Yuan (2017) conteste l'impact de la RSE, en particulier sur la rentabilité. Il soutient que le système comptable actuel en Chine reste ambigu, ce qui complique le calcul et l'identification des coûts réels de la RSE. Par conséquent, ce fait rend difficile la mesure de la rentabilité qui dépend des activités de RSE et des coûts associés. En outre, en raison des incitations et des politiques gouvernementales, les entreprises qui s'investissent dans la RSE ont également un accès facile au capital et ont donc de meilleures chances de s'impliquer dans des stratégies de réduction des coûts (Cheng *et al.*, 2014).

Parlant de la politique gouvernementale et de son impact sur les activités de RSE en Chine, des arguments ont été avancés selon lesquels un décalage existe entre les obligations ou l'absence de certains mandats de RSE d'une part et les résultats du mandat d'autre part (Chen *et al.*, 2018). Une illustration notable de cette remarque est celle donnée par Chen *et al.* (2018) qui montre que les entreprises ne sont pas obligées, sur la base du mandat adopté en 2008, de rendre compte de leurs activités RSE. Néanmoins, lesdites entreprises affichent souvent une baisse de rentabilité occasionnée par un échec lié au mandat.

De plus, malgré les mandats gouvernementaux importants obligeant les entreprises à s'engager dans des activités de RSE, elles n'y participent pas toutes (Chen *et al.*, 2018 ; Feng *et al.*, 2018). Cependant, Feng *et al.* (2018) observent, à partir de leur examen de la RSE dans le secteur de l'énergie en Chine, que les entreprises qui se sont engagées résolument dans des activités de RSE ont affiché un meilleur avantage concurrentiel durable et une meilleure performance globale que celles qui ne l'ont pas fait. Yuan (2017), de son côté, ne voit pas

une telle relation et lorsqu'elle existe de manière positive, le résultat, selon l'étude, demeure statistiquement insignifiant.

D'autres études ont noté que les entreprises chinoises ont pris de plus en plus l'initiative d'insérer des activités de RSE qui touchent à la durabilité et à la responsabilité sociale à la fois dans leurs secteurs de production et de services (Li *et al.*, 2019). De plus, les mêmes études démontrent que les régions chinoises qui affichent des rendements économiques élevés demeurent celles où les entreprises se révèlent plus engagées dans des activités de RSE que celles des régions à faible économie (Li *et al.*, 2019 ; Lin, 2010 ; Qiu *et al.*, 2016). En outre, il reste à observer une pratique et une identification uniformes de la RSE dans les diverses industries en Chine. Des études montrent que de secteur de la fabrication se livre à plus d'activités de RSE, également plus innovantes que celles des industries de services (Li *et al.*, 2019 ; Lin, 2010 ; Qiu *et al.*, 2016). Aussi, il est à noter que les entreprises en Chine qui s'engagent dans plus d'activités de RSE affichent de meilleurs revenus, une santé financière élevée et des niveaux de durabilité améliorés (Li *et al.*, 2019 ; Lin, 2010 ; Qiu *et al.*, 2016). Bien sûr, à l'inverse, d'autres font valoir que les conclusions des études qui promeuvent une telle positivité et un lien étroit entre les activités de RSE en Chine et les résultats en matière de rentabilité, d'amélioration des revenus et de réputation de l'entreprise dépendent largement de données peu fiables. De fait, le mandat du gouvernement de rendre compte des activités de RSE est enveloppé d'ambiguïté dans la mesure où les entreprises qui fournissent les données cachent délibérément certaines informations nécessaires et vitales (Yuan, 2017 ; Zeng *et al.*, 2010 ; Li, 2018 ; Khalili *et al.*, 2017).

En outre, selon Tang *et al.* (2018) en Chine, le développement des politiques gouvernementales est presque inextricablement lié à la RSE des entreprises. Si la véracité de cette affirmation, en particulier dans de nombreux pays occidentaux, peut être contestée, d'autres (Škare et Golja, 2014) ont salué une telle relation dans la mesure où « les entreprises de RSE affectent positivement une croissance économique et les pays qui soutiennent fortement la RSE obtiennent des résultats plus élevés de leur taux de croissance » (p. 562). Toutefois, en ce qui concerne la Chine, Tang *et al.* (2018) et Chen *et al.* (2018) affirment tous que le pays adopte un système d'administration fragmenté, hiérarchique et

bureaucratique lorsqu'il s'agit des activités de RSE des entreprises relevant de sa compétence. Cela signifie qu'il existe certaines entreprises qui se conforment à la politique gouvernementale pour obtenir des résultats positifs. Cela signifie aussi que d'autres ne se conforment pas, mais survivent quand même tandis que d'autres ne s'exposent pas à des résultats préjudiciables (Feng *et al.*, 2018 ; Chen *et al.*, 2018). Cette confusion reste endémique et de nombreuses études apparaissent nécessaires pour examiner pourquoi et comment.

Il convient toutefois de noter que la Chine a adopté des politiques importantes qui touchent aux activités de RSE dans presque toutes les industries du pays et sur de nombreux aspects de la RSE : la philanthropie, la protection des consommateurs, les garanties environnementales, l'éthique des affaires et la protection des employés, entre autres (Feng *et al.*, 2018 ; Chen *et al.*, 2018). Les politiques ont largement gagné en popularité et en lancement à partir de 2000 et ont reçu une attention particulière. Elles ont affiché des résultats mitigés tant pour les entreprises d'État que pour les entreprises privées (Feng *et al.*, 2018 ; Chen *et al.*, 2018).

Ces dernières années, le gouvernement chinois a attaché une grande importance à la RSE de leurs entreprises. La plupart d'entre elles se sont concentrées sur la RSE environnementale, et l'industrie manufacturière a assumé une plus grande responsabilité sociale que les compagnies financières. Mais le problème ainsi mis en évidence montre la simplification de la responsabilité sociale d'une entreprise. Dans le même temps, le gouvernement chinois exerce une forte supervision et se focalise principalement sur l'industrie manufacturière.

Au cours des deux dernières années, les entreprises chinoises ont franchi un très grand pas en avant en matière de responsabilité sociale. L'amélioration se reflète dans leurs contributions aux groupes sociaux pendant l'épidémie de COVID-19, et elles ont commencé à superviser le secteur financier.

Par exemple, nous remarquons les actions anti-monopoles du gouvernement chinois contre Alibaba. En outre, en ce qui concerne la supervision de la responsabilité sociale des droits et

des intérêts des employés, en août 2021, des incidents d'abus sexuels et de protection des droits des employés d'Alibaba ont été observés.

1.8 La responsabilité sociale des entreprises au Canada

Dès le début des années 1950, des pays comme le Canada et les États-Unis avaient entamé des recherches sur le développement de la responsabilité sociale des entreprises. Le premier livre publié sur ce sujet est *Social Responsibilities of the Businessman* de Howard R. Bowen (1953).

Depuis, une série d'études sur la responsabilité sociétale des entreprises se sont succédé, telles que K. Davis (1960), J. McGuire (1963), S. Network (1975). La responsabilité sociale des entreprises est progressivement devenue une partie de la gouvernance d'entreprise aux États-Unis et au Canada. Par contre, il n'est pas parfait et ne concerne que certains domaines. Ce n'est qu'à l'émergence des analyses de R. Freeman en 1984 qu'un système spécifique de recherche sur la RSE s'est amorcé.

Les perceptions sur la responsabilité sociale des entreprises au Canada et aux États-Unis s'avèrent similaires. Cependant, l'excellent environnement de travail du Canada et l'accent mis sur la santé des travailleurs restent plus exemplaires et, au Canada, les contributions des entreprises à la philanthropie sociale se révèlent également exceptionnelles.

Au début des années 1990, le Canada et les États-Unis ont progressivement modelé la forme embryonnaire des systèmes de responsabilité sociale des entreprises. Cette forme de système est devenue un critère invisible pour juger de la taille et du succès d'une entreprise.

De nos jours, chaque entreprise canadienne a essentiellement formulé et mis en œuvre sa propre politique de responsabilité sociale, combinée aux lois gouvernementales, aux opinions de la population et aux besoins de développement de sa propre entreprise.

Au Canada, les questions environnementales demeurent également très importantes dans la responsabilité sociale des entreprises, où l'intensité de la surveillance publique reste supérieure à celle de la surveillance gouvernementale.

Les employés locaux embauchés par des entreprises canadiennes à l'étranger peuvent protéger leurs droits et leurs intérêts par le biais des lois locales. Aussi, les entreprises canadiennes peuvent prendre des mesures correctives en temps opportun pour respecter les lois locales.

Toutes les entreprises canadiennes ont leur propre système de gestion de la responsabilité sociale et portent une attention particulière à leur durabilité.

En regardant l'histoire, nous remarquons que les entreprises canadiennes et chinoises ont des perceptions différentes de ce qu'est la responsabilité sociale. Ces dernières années, les entreprises chinoises ont progressivement commencé à la développer. Une étude comparative détaillée sera menée dans les chapitres suivants.

CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

2.1 Questions de recherche

Ce projet est une étude exploratoire visant à mieux comprendre comment les gestionnaires perçoivent la responsabilité sociale des organisations. Il s'agit d'une étude préliminaire à une étude plus approfondie (descriptive et/ou explicative et/ou prédictive) qui convient bien aux phénomènes nouveaux, peu ou mal documentés. Cette recherche n'est pas de type déterministe et ne vise pas à établir de causalités entre les éléments analysés. Elle cherche plutôt à voir comment cette notion de responsabilité sociale est perçue, tant par des gestionnaires chinois que par des gestionnaires canadiens.

Cette étude est motivée par le besoin de clarifier une situation ambiguë. D'une part, la tendance à la mondialisation a pour conséquence que plusieurs entreprises canadiennes désirent faire affaire avec la Chine. Or d'autre part, la Chine est souvent perçue, par manque de connaissances et à cause de biais journalistiques, comme très différente du Canada quant à la responsabilité sociale des entreprises. Il importe donc d'en savoir plus sur ce partenaire afin de le respecter dans son cheminement et d'identifier les points de ressemblances et de dissemblances. Si les gens d'affaires canadiens et chinois veulent devenir partenaires, ils doivent mieux se connaître et se situer les uns par rapport aux autres. Le but de cette étude exploratoire est de jeter les premiers jalons de cette reconnaissance mutuelle de la perception de l'autre en décrivant sommairement la situation telle que vue par les partenaires.

Ce projet nous donnera une compréhension préliminaire de la façon dont la responsabilité sociale est comprise dans la société contemporaine, dans deux pays différents de l'Est et de l'Ouest, la Chine et le Canada, dans des contextes sociaux et culturels différents.

Grâce à l'analyse finale des données que nous avons obtenues, il est possible d'obtenir un ordre de grandeur en évaluant dans quelle mesure les entreprises des deux pays assument leurs responsabilités sociales et d'établir une comparaison. De là, nous pouvons savoir que le questionnaire indiquera comment des individus perçoivent la responsabilité sociale et sa

pertinence au regard de divers aspects des opérations comme l'environnement, le client et la désirabilité de son implantation dans les entreprises. La comparaison par pays permettra de mieux comprendre les éléments considérés importants dans l'approche de l'autre afin de ne pas froisser les susceptibilités, chaque pays ayant sa propre vision de l'importance de la responsabilité sociale et des moyens de la réaliser.

La littérature scientifique propose les variables suivantes que nous voulons vérifier par une méthode quantitative. En particulier, des variables étudiées par Welford 2005 et par CRG Popescu, GN Popescu 2019 semblent plus pertinentes :

- La connaissance de la responsabilité sociale des organisations.
- Le pays encourage les organisations à être socialement responsables.
- L'organisation encourage les employés à être socialement responsables.
- L'importance que mon organisation soit socialement responsable.
- La perception de l'organisation.
- Les personnes préfèrent travailler pour une organisation socialement responsable.
- Le gouvernement ET les normes de responsabilité sociale.
- L'implication : éthique, non-discrimination, respect des consommateurs, de l'environnement.
- L'existence dans l'organisation d'un programme pour éviter la discrimination.
- La perception comme consommateur.
- La responsabilité sociale et les résultats économiques

2.2 Méthode de cueillette des données

Cette étude a été réalisée conformément à un certificat de conformité délivré par le comité d'éthique de l'UQAM. Considérant que l'étude s'appuie principalement sur les données de plusieurs entreprises, et la chercheuse ne connaissant pas l'identité des répondants, il n'y aura aucune raison de suspecter un manquement à la stricte confidentialité des données.

2.2.1 L'instrument de recherche

Cette recherche a utilisé la méthode du questionnaire pour mener son étude appuyée sur les valeurs de la norme ISO 26000 comme théorie de base. L'information restera anonyme. La seule méthode utilisée sera le sondage réalisé à l'aide d'un questionnaire anonyme

autorépondu après vérification du consentement éclairé. L'auteure du mémoire ne connaît aucune des personnes sollicitées.

Le questionnaire consiste en une modification des outils utilisés par R. Welford mentionnés dans l'article Responsabilité sociale des entreprises en Europe, en Amérique du Nord et en Asie – du Journal of Corporate Citizenship, 2005 (JSTOR). Cet article s'appuie sur les travaux antérieurs de l'auteur dans l'évaluation des politiques sur les responsabilités sociales (RSE) à partir de 20 éléments. Ces éléments sont basés sur des conventions, des codes de conduite et de bonnes pratiques de l'industrie.

Ensuite, l'instrument incorpore (voir en ANNEXE E) une étude exploratoire basée sur un questionnaire portant sur la finance verte et durable, la responsabilité sociale des entreprises et la performance : Evidence from the..., CRG Popescu, GN Popescu - Journal of Risk and Financial Management, 2019 (mdpi.com).

Certaines parties de ce questionnaire proviennent de Responsabilité sociale des entreprises en Europe, en Amérique du Nord et en Asie de R. Welford du Journal of Corporate Citizenship, 2005 (JSTOR), d'autres d'une étude exploratoire basée sur un questionnaire concernant la finance verte et durable, la responsabilité sociale des entreprises et la performance : CRG Popescu, GN Popescu - Journal of Risk and Financial Management, 2019 (mdpi.com).

2.2.2 L'échantillon et la collecte des données

Il s'agit d'un sondage auprès de personnes ayant un diplôme de MBA en Chine et au Canada. Ce sont tous des cadres qui ont complété un MBA et tous sont des gestionnaires. Il s'agit de personnes avec des caractéristiques semblables en ce qui a trait au poste occupé et à la formation, mais qui se trouvent dans deux pays différents, la Chine et le Canada. Il est donc possible de les comparer sur leur perception de la responsabilité sociale des organisations.

Compte tenu de l'éloignement des cadres chinois et par souci d'efficacité un sondage web semblait l'approche la plus pertinente. La plateforme de questionnaire utilisée est celle de SurveyMonkey qui garantit la confidentialité des données, puisque les résultats sont entreposés.

Les répondants doivent avoir un MBA. Un courriel sera envoyé à tous les membres du groupe « INTERNATIONAL MBA ASSOCIATION » (en Chine ou au Canada) et à tous les diplômés MBA-UQAM de Chine et de Montréal. Ces personnes représentent bien les gestionnaires.

Les participants ne sont pas choisis sur la base de l'âge ni sur la base du genre ni sur la base de type d'entreprise. Ils sont choisis parce qu'ils ont un MBA et qu'ils sont gestionnaires. Ce sont les mêmes critères dans les deux pays. Un courriel sera envoyé aux candidats potentiels. Voir en ANNEXE F le contenu du courriel que les participants recevront. « *Voir en pièce jointe le consentement qui sera obtenu avant de répondre* ».

Il n'y a aucun critère d'exclusion des participantes, participants (origine ethnique, culture, sexe, âge, langue, etc.). Cependant, toutes les personnes doivent posséder un MBA.

La population sollicitée se compose de Chinois(es) et de Canadiens(ne)s parmi les membres de l'association internationale mentionnée plus haut et de diplômé(e)s de l'UQAM. On espère environ 5% de l'association (= 200) et 10% de nos diplômé(e) ce qui permettra d'avoir au moins 60 Chinois et 60 Canadien. Un courriel de sollicitation fut envoyé pour recruter les participants et pour leur fournir le lien vers le sondage (en même temps).

Nous organiserons et analyserons toutes les données valides collectées. L'analyse des données a été réalisée avec le logiciel SPSS version 20.0. Enfin, nous calculerons les données finales

CHAPITRE 3 : ANALYSE DES DONNÉES ET DISCUSSION

3.1 Les répondants

La chercheuse a reçu 177 questionnaires, mais a rejeté 4 en provenance du Canada et 1 en provenance de Chine pour les raisons suivantes : Un questionnaire chinois n'était pas complet. Nous avons gardé que les répondants du Québec par souci d'homogénéité et nous n'avons pas retenu les répondants du Canada en dehors du Québec. Les questionnaires retenus ont permis d'obtenir les réponses complètes de 57 questionnaires canadiens et 115 cadres chinois. Le temps de réponse moyen est de 3-4 minutes pour tous les participants.

Dans les deux pays, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à répondre.

Tableau 3. 1 Distribution des répondants par pays

genre: nombre (%)	pays de résidence		
	Chine	Canada	Total
femme	36 (65.5%)	19 (34.5%)	55 (100%)
homme	78 (69.6%)	34 (30.4%)	112 (100%)
total	224 (68.3%)	53 (31.7%)	167 (100%)

Les répondants de Chine se distinguent un peu des répondants canadiens par l'âge et par la scolarité (années de scolarité) on le constate dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3. 2 Comparaison des répondants par pays selon l'âge et la scolarité (années de scolarité)

	Chine	Canada	t-test	sig
naissance	1982	1976	5.608	.000
scolarité	16.68	18.44	-5.526	.000

3.2 Comparaison Canada versus Chine

Le tableau 3.3 ci-dessous présente les variables pour lesquelles les Chinois ont une perception significativement plus grande statistiquement que les Canadiens :

Tableau 3. 3 Perceptions de la RS des Chinois plus élevées que les Canadiens

Caractéristique	Q	Chine	Canada	t	Sig (bilat)
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	2	4.76	4.21	4.036	.000
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	3	4.63	4.32	2.250	.026
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	11	4.67	4.25	2.823	.006
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	13	4.31	3.30	6.027	.000
être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	14	4.29	3.60	3.911	.000

On y remarque notamment l'encouragement du gouvernement perçu comme plus important (moyenne 4.76), de même que celui des entreprises (moyenne 4.63) et de façon similaire une importance plus importante pour l'environnement (moyenne 4.67). On distingue des appréciations relativement faibles du côté canadien pour l'achat à des entreprises socialement responsables (moyenne 3.30) et la perception de l'efficacité économique de la responsabilité sociale (moyenne 3.60). Ces deux dernières moyennes sont relativement proches du point d'indifférence, soit 3 sur une échelle de 5.

Le tableau ci-dessous présente la seule variable pour laquelle les Canadiens ont une perception significativement plus grande que les Chinois :

Tableau 3. 4 Perceptions de la RS des Canadiens plus élevées que les Chinois

Caractéristique	Q	Chine	Canada	t	Sig (bilat)
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	9	4.13	4.52	-2.403	.017

Le lecteur remarquera cependant que la moyenne est relativement élevée (= 4.52).

Enfin, le lecteur notera que pour plusieurs variables, les deux groupes n'ont pas une perception significativement différente statistiquement :

Tableau 3. 5 Perceptions de la RS des Chinois équivalentes entre Chinois et Canadiens

Caractéristique	Q	Chine	Canada	t	Sig (bilat)
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	1	4.34	4.44	-.718	.474
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	4	4.63	4.63	.027	.979
Mon organisation est socialement responsable.	5	4.64	4.42	1.631	.105
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	6	4.67	4.54	.861	.391
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	7	4.67	4.49	1.369	.174
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	8	4.50	4.46	.368	.713
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	10	4.63	4.56	.490	.625
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	12	2.18	2.58	-1.617	.108

Le lecteur remarquera qu'il importe beaucoup aux répondants que leur entreprise soit socialement responsable (moyenne de 4.63 dans le deux groupes). Le lecteur appréciera le fait que l'ensemble des réponses se situe au-dessus de 4.5 sur une échelle de 5, ce qui est très élevé, surtout dans le cas des répondants chinois. Il importe de remarque que la dernière question (moyennes de 2.18 et 2.58 respectivement sur 5) suggère que l'intérêt pour la responsabilité n'est pas seulement causé par une exigence gouvernementale, surtout dans le cas des répondants chinois.

Le tableau 3.6 suivant présente les résultats quantitatifs détaillés avec de la couleur pour indiquer les relations significatives statistiquement.

Tableau 3. 6 Résultats détaillés des perceptions

	t-test for Equality of Means			China			Canada			Levene's Equality Var		
	t	df	Sig (2tails)	N	Mean	Std. Deviation	N	Mean	Std. Deviation	F	Sig.	
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	a	-.718	167.040	.474	114	4.34	1.13	57	4.44	0.63	6.339	.018
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	b	4.036	88.892	.000	115	4.76	0.68	57	4.21	0.90	10.131	.002
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	c	2.250	170	.026	115	4.63	0.83	57	4.32	0.89	1.718	.192
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	d	.027	170	.979	115	4.63	0.75	57	4.63	0.70	.024	.878
Mon organisation est socialement responsable.	e	1.631	169	.105	114	4.64	0.80	57	4.42	0.89	2.164	.143
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	f	.861	97.005	.391	115	4.67	0.80	57	4.54	0.95	4.879	.029
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	g	1.399	103.553	.174	115	4.67	0.76	57	4.49	0.83	3.954	.048
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	h	.368	170	.713	115	4.50	0.83	57	4.46	0.76	.063	.802
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	i	-2.403	153.467	.017	115	4.13	1.25	56	4.52	0.83	11.016	.001
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	j	-.490	170	.625	115	4.63	0.82	57	4.56	0.80	.971	.326
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	k	2.823	87.556	.006	115	4.67	0.75	57	4.25	1.01	12.010	.001
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	l	-1.617	170	.108	115	2.18	1.59	57	2.58	1.35	.968	.327
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	m	6.027	94.295	.000	115	4.31	0.90	57	3.30	1.10	5.200	.024
Être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	n	3.911	92.176	.000	115	4.29	0.92	57	3.60	1.16	4.828	.029

Le lecteur notera que près de la moitié des questions ont reçu une réponse significativement différente selon le pays du répondant.

3.3 Analyses par niveau de perception

Les résultats montrent que le gouvernement encourage dans ce sens les entreprises, les entreprises encouragent les employés, les employés choisissent les entreprises et commencent à vérifier consciemment si elles ont rempli leurs responsabilités sociales.

3.3.1 Au niveau du pays

Q2 : Les résultats des tests des gens d'affaires chinois montrent que le gouvernement chinois encourage plus les organisations à être socialement responsables (moyenne 4.76) que le gouvernement canadien (moyenne 4.21), une différence significative statistiquement (t-test = 4.036, sig. = .000).

En 2007, le gouvernement chinois a promulgué les Opinions directrices sur la performance des responsabilités sociales des entreprises centrales. Depuis lors, il a accru l'encouragement et la supervision de la responsabilité sociale des entreprises. Au Canada, le gouvernement a publié le Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes, en 2014, afin de guider la mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises.

Q7 : Malgré ces réalisations les répondants estiment que leur gouvernement devrait pousser plus encore les normes de responsabilité sociale (moyenne 4.67 pour les répondants chinois et 4.54 pour les Canadiens). Les répondants espèrent que le gouvernement continuera d'augmenter la mise en œuvre de la surveillance, à développer et à améliorer le système de responsabilité sociale des entreprises selon des lectures (références).

3.3.2 Au niveau des entreprises

Q12 : Il convient de mettre en relation le fait que les répondants réfutent l'énoncé que leurs entreprises ne mettraient pas en œuvre leurs responsabilités sociales sans les exigences du gouvernement, une opinion plus forte chez les canadiens (moyenne 2.58) versus (moyenne de 2.18) pour les répondants chinois. Cette échelle étant négative, il convient d'interpréter le 2.58 comme une affirmation proche de la moyenne de 3/5 par rapport aux chinois qui réfutent plus fortement.

Q3 : Les résultats des tests montrent que leurs entreprises chinoises attachent une grande importance à la responsabilité sociale (moyenne 4.63), supérieure à celle des canadiens (moyenne 4,32), différence statistiquement significative (t-test = 2.250, sig. = .026).

Q5 et 14 : Suite à l'analyse des données, l'importance accordée à la responsabilité sociale des entreprises se révèle plus grande pour les répondants chinois que pour les canadiens (moyenne 4.64 versus 4.42), une différence non significative statistiquement. Le développement et les progrès quant à la responsabilité sociale des entreprises chinoises ces dernières années semblent donc indéniables et la perception des canadiens à ce sujet mérite sans doute d'être corrigée.

Q9 : Le lecteur remarquera que les entreprises canadiennes ont mis en place des dispositions plus complètes sur la responsabilité de prévenir la discrimination en milieu de travail. Elles ont très bien mis en œuvre la responsabilité sociale des employés internes et ont formulé des règles et des règlements internes pour prévenir la discrimination sur le lieu de travail.

Q14 : Pour les répondants chinois être socialement responsable constitue un bon moyen d'obtenir de bons résultats financiers (moyenne de 4.29), beaucoup plus que pour leur homologues canadiens (moyenne 3.60, proche du point neutre 3), une différence marquée statistiquement ($t = 3.911m$, sig. = .000)

Q8 : Les répondants des deux pays affirment que leur organisation fait la promotion de normes éthiques de façon aussi prononcés les uns que les autres (moyenne 4.50 versus 4.46).

Q10 : Les répondants des deux pays affirment que leur organisation respecte les droits des consommateurs de façon similaire (moyenne 4.63 versus 4.56).

Q11 : Les entreprises chinoises font plus la promotion de l'environnement que les canadiennes (moyennes respectives de 4.67 versus 4.25), une différence statistiquement significative ($t = 2.8323$, sig. = .006).

3.3.3 Au niveau individuel

Q1 : les répondants estiment voir une bonne connaissance de la notion e responsabilité sociale des organisations (moyenne 4.34 pour les Chinois, moyenne 4.44 pour les Canadiens)

Q4 et 6 : pour l'ensemble des répondants, il est important que leur organisation soit socialement responsable (moyenne 4.63 dans les deux cas), i.e. qu'il est important pour eux de travailler pour une organisation responsable socialement (moyenne 4.63) et qu'ils sont préféreraient travailler dans de telles entreprises (moyenne 4.67 pour les chinois et 4.54 pour les canadiens).

Q13 : En s'acquittant de leurs responsabilités sociales, les entreprises ont également réalisé une bonne publicité pour elles-mêmes, telles que la visibilité sociale. Plusieurs répondants chinois s'estiment plus disposés à acheter des produits et services d'entreprises qui ont mis en œuvre des responsabilités sociales, de façon beaucoup plus marquée chez les répondants chinois (moyenne 4.31) que chez les canadiens (moyenne de 3.30 seulement), une différence très significative statistiquement ($t = 6.027$, sig. = .000). Un bon cycle social semble donc se produire en Chine.

CHAPITRE 4 : DISCUSSION

L'objectif principal de l'étude était de comparer les entreprises chinoises et canadiennes sur la dimension de la responsabilité sociale. En plus, elle visait à établir la tendance des projets de RSE en Chine et au Canada ; à examiner les politiques et interventions gouvernementales liées à la RSE en Chine et Canada ; à comparer le lien entre les politiques gouvernementales et les résultats en matière de RSE dans les entreprises d'État et les entreprises privées en Chine et au Canada et à déterminer l'effet des politiques gouvernementales en matière de RSE sur la performance des entreprises en Chine et au Canada.

En Chine, le nombre de projets RSE a essentiellement augmenté de 2008 à 2013, 2013 affichant le plus grand. Cependant, entre 2013 et 2016, si les projets RSE sont restés importants, ils ont diminué, mais de manière insignifiante. La montée en puissance des projets RSE menant à 2013 s'aligne sur les efforts environnementaux accrus, en particulier dans l'adoption de technologies propres qui se déroulait en Chine à l'époque. À ce moment, la diminution des projets demeure cohérente avec l'augmentation des coûts de production et la baisse du soutien financier du gouvernement pour ces projets. En outre, des projets RSE importants pour la période 2006-2016 sont réalisés principalement à Shanghai (7 000 projets), à Beijing et Guangdong (5 000 projets respectivement). Une analyse et un examen plus approfondis des données mettent en évidence la raison.

Il semble y avoir moins de projets de RSE dans les provinces qui exposent de faibles résultats économiques. En revanche, des projets de RSE importants sont mis en œuvre dans les provinces qui présentent des résultats économiques élevés, sont plus modernisées et connaissent de vastes problèmes sociaux tels que la santé et l'éducation. Cela concorde réellement avec la littérature dans la mesure où des études ont noté que les entreprises chinoises ont de plus en plus pris l'initiative d'insérer des activités de RSE qui touchent à la durabilité et à la responsabilité sociale à la fois dans leurs secteurs de production et de services (Li *et al.*, 2019). De plus, les mêmes études observent que les régions chinoises qui affichent des rendements économiques élevés ont leurs entreprises plus engagées dans des

activités de RSE que celles des régions à faible économie (Li *et al.*, 2019 ; Lin, 2010 ; Qiu *et al.*, 2016).

De plus, en utilisant la catégorisation sectorielle de la China Securities Regulatory Commission (CSRC), adoptée en 2012, l'industrie manufacturière chinoise affiche plus de projets RSE (60 %) que les autres réunis. Le fait que l'industrie manufacturière ait le plus grand nombre de projets de RSE peut être lié à la politique du gouvernement chinois de 2010 qui a classé de nombreuses entreprises du secteur manufacturier comme à forte pollution et les a donc obligées à adopter des pratiques de RSE afin de la contrer. Ce résultat est cohérent avec la littérature qui soutient qu'il reste à observer une pratique et une identification uniformes en matière de RSE parmi les diverses industries en Chine. Des études montrent que le secteur de la fabrication affiche plus d'activités de RSE, également plus innovantes que les industries de services (Li *et al.*, 2019 ; Lin, 2010 ; Qiu *et al.*, 2016).

En ce qui concerne les lois promulguées par la Chine et liées à la RSE, une des principales est la Loi sur le travail des entreprises publiques populaires de Chine qui souligne succinctement le rôle de plaidoyer que le gouvernement, et par procuration, les entreprises d'État doivent jouer dans la promotion du « travail social volontaire ». Ensuite apparaît la Loi sur les entreprises publiques populaires de Chine sur la protection des droits et des intérêts des femmes. Outre la création de droits des employés et d'une protection de nature particulière, cette Loi demande également à l'entité des entreprises d'État de développer des initiatives pour elles et pour sensibiliser davantage de femmes à leurs droits. Les dispositions sur la protection spéciale des jeunes travailleurs en sont une autre. Ces dispositions, tout en protégeant les droits spéciaux de ces jeunes, insiste également pour que les entreprises publiques et privées n'engagent pas seulement les enfants de travailleurs domestiques en usine, mais qu'elles s'efforcent d'utiliser leurs ressources financières et de réseautage pour amener ces enfants à l'école. Il existe aussi la Loi sur les sociétés des entreprises publiques populaires de Chine qui stipule que ces dernières sont soumises à la fois aux entreprises d'État et à la surveillance du gouvernement et les oblige, de manière succincte et explicite, même les entreprises privées, à la RSE.

En ce qui concerne les politiques et directives promulguées par la Chine et liées à la RSE, les principales sont : les Avis 1-15, l'Instruction 1-2 et l'Annonce 1 adressés aux entreprises d'État et aux entreprises privées en 2007. Elles étaient peu nombreuses et toutes s'avéraient principalement des politiques touchant à la révolution agraire en Chine. Ensuite sont arrivés les Avis 1-45, Avis 1-3 et les Critères d'entrée 1 donnés aux entreprises d'État et aux entreprises privées en 2010. Ils traitaient surtout de l'administration des médicaments et, en général, de la fabrication. Enfin sont apparus l'Avis 39-90, Détails de mise en œuvre 1-3, Mesures administratives 1-3 et Normalité. Ceux-ci concernaient toutes les industries susmentionnées de l'agriculture et de la fabrication. L'accent était maintenant mis sur les divertissements et la culture sensiblement alignés sur les technologies de l'information. La façon dont le gouvernement s'est comporté en matière de droit et de politique en ce qui concerne la RSE s'aligne à la fois sur la théorie TBL dans la mesure où les questions de RSE touchent aux piliers économiques, sociaux et environnementaux ou aux piliers Personnes, Planète et Profit du modèle (Slaper *et al.*, 2011 ; Scerri et James, 2010). De manière plus remarquable, cela coïncide avec la théorie de la métagouvernance qui épouse le paradigme coordonné de la gouvernance par la création et la gestion conséquente d'une combinaison efficace et transparente de systèmes de marché, hiérarchiques et de réseau, pour finalement obtenir les meilleurs résultats par les responsables des Affaires des entreprises d'État (Meuleman, 2008). En outre, les intervenants recherchent une action et un système collaboratif et interdépendant entre le gouvernement, les acteurs politiques et les décideurs pour proposer des interventions et des politiques gouvernementales qui orientent le fonctionnement d'autres entreprises d'État ou organismes privés (Kooiman et Jentoft, 2009 ; Jayasuriya, 2004).

Les résultats quant à la politique gouvernementale liée à la RSE concordent également avec les travaux universitaires. En effet, ils soutiennent que, dans l'éventail du succès ou de l'échec des entreprises en matière d'engagement à la RSE, le gouvernement chinois a lancé et promulgué plusieurs politiques et interventions pour essayer de contrôler les activités de la RSE, dans certains cas, de la gérer dans d'autres. Cela se produit étant donné que la Chine représente le pays avec la plus grande structure d'entreprise publique au monde qui, à son

tour, contribue de manière significative à son économie (Ting *et al.*, 2018 ; Li et Zhang, 2010).

Au sujet des entreprises d'État en Chine, l'analyse de cas de deux de ses plus importantes réussites, à savoir le groupe Sinopec et la Banque agricole de Chine montre qu'elles entretiennent une relation solide et positive avec la RSE et y apporte une bonne réponse quant aux règles et politiques gouvernementales concernées. Les entreprises privées innovantes et vues comme des réussites, illustrées par Huawei et Alibaba Group, présentent une faiblesse, une relation insatisfaisante et une moins bonne réponse aux règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. Ceci est basé sur le fait que les entreprises d'État et les entreprises publiques comptent plus de pratiques en matière de RSE, surtout à cause de la géographie chinoise, et elles entretiennent des rapports clairs et détaillés, tandis que les entreprises privées, sauf de vagues exceptions, génèrent moins d'activités de RSE concentrées en Chine.

En outre, dans l'analyse des entreprises d'État, l'industrie manufacturière affiche un plus fort engagement envers la RSE, aligné sur les règles et les politiques gouvernementales concernées, que les entreprises d'État du secteur financier. De plus, les deux se révèlent riches en ressources, par conséquent, la disponibilité de ces ressources ne représente pas un prédicteur juste de l'engagement et de la réponse aux règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. La même conclusion s'applique aux entreprises privées en Chine. Enfin, il apparaît que les entreprises d'État possèdent une quantité d'informations sur la RSE assez élevée et que la divulgation des données est très différente des entreprises privées en Chine.

Premièrement, les réponses ici se présentent d'abord en désaccord avec la littérature qui affirme que certaines entreprises se conforment à la politique gouvernementale pour obtenir des résultats positifs. D'autres ne se conforment pas, mais survivent quand même tandis que d'autres ne se conforment pas à des résultats préjudiciables (Feng *et al.*, 2018 ; Chen *et al.*, 2018). Cette confusion reste endémique et de nombreuses études sont jugées nécessaires pour examiner le pourquoi et le comment. Le résultat montre que les entreprises publiques se conforment pleinement alors que les entreprises privées demeurent léthargiques. Par ailleurs,

toutes enregistrent de bonnes performances financières. Deuxièmement, il n'y a pas d'accord avec les affirmations selon lesquelles les entreprises disposant d'une puissance financière suffisante s'engagent dans une RSE plus solide et plus robuste (Chen *et al.*, 2018 ; Feng *et al.*, 2018). Il convient toutefois de noter que la Chine a adopté des politiques importantes qui touchent aux activités de la RSE dans presque toutes les industries du pays et sur de nombreux aspects de la RSE : la philanthropie, la protection des consommateurs, les garanties environnementales, l'éthique des affaires et la protection des employés, entre autres (Feng *et al.*, 2018 ; Chen *et al.*, 2018).

La performance de toutes les entreprises analysées, dans la mesure où la performance financière est positive, lucrative et saine, fait réaliser des bénéfices importants pour l'exercice 2019. En outre, les entreprises publiques chinoises entretiennent des relations solides et positives avec les règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. Elles y réagissent, tandis que les entreprises privées ont une relation et une réponse faibles, relativement insatisfaisantes, aux règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. Il est intéressant de noter que ces dernières ont toujours obtenu des résultats financiers élevés, de même que les entreprises publiques, malgré la faible réponse aux politiques et directives.

La politique du gouvernement canadien en matière de RSE se révèle très claire dans ses explications. Le Catalogue en ligne des pratiques de responsabilité sociale d'entreprise (catalogue électronique de la RSE) traite des différents engagements sur le plan de la RSE que les entreprises canadiennes devraient prendre pour atteindre la norme ISO 26000.

En regard du Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes, nous mettrons en évidence les efforts en matière de RSE des entreprises canadiennes qui ont clairement indiqué que le respect des lois nationales représente la norme minimale requise pour elles et que les bonnes entreprises devraient consacrer leur énergie pour en faire plus. L'accomplissement de la responsabilité sociale s'avère une solution gagnant-gagnant pour elles et la société.

CHAPITRE 5 : CONCLUSION

5.1 Sommaire et apport de ce mémoire

La norme ISO 26000 fournit des lignes directrices pour tout type d'organisation cherchant à assumer la responsabilité des impacts de ses décisions et activités. Elle met fortement l'accent sur le concept de politique, de déploiement et de résultats. Elle n'est pas « certifiable », car il n'est pas possible de vérifier la conformité d'une mise en œuvre avec les lignes directrices. Elle définit la responsabilité sociale comme : la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts sur la société et l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique qui contribue au développement durable, y compris à la santé des individus et au bien-être de la société.

Le nombre d'activités de RSE a augmenté en Chine, en grande partie en raison d'un recentrage sur la durabilité environnementale, la nécessité d'un engagement social et l'impulsion pour utiliser des technologies propres. Cette tendance à la hausse des activités de RSE a également été précipitée par la croissance économique, en particulier dans des provinces comme Pékin et Shanghai. Cela montre que, en Chine, les activités et l'engagement en matière de RSE augmentent, mais elles sont modérées par la croissance économique des provinces et l'expansion de l'industrie manufacturière.

La responsabilité sociale des entreprises chinoises se développe progressivement. Elle est liée à la croissance des performances et à leur image. Cela rend plus d'entreprises chinoises disposées à la mettre en œuvre sous l'encouragement du gouvernement chinois. Les employés ont peu à peu renforcé leur sensibilisation à cette responsabilité sociale et sont devenus des superviseurs potentiels de son implantation.

Les cadres chinois de notre étude perçoivent une préoccupation plus grande pour la responsabilité sociale des entreprises plus grande que les cadres canadiens.

En outre, il apparaît que les politiques liées à la RSE, les réglementations et les lois se révèlent tellement nombreuses et souvent complexes que les entreprises, en particulier les entreprises privées, ont du mal à s'y conformer. Néanmoins, ces politiques, réglementations et lois liées à la RSE ont contribué d'une manière ou d'une autre à étendre la tendance à la RSE en Chine. Les politiques, réglementations et lois relatives à la RSE ont également permis une forte conformité des entreprises, plus que des entreprises privées en Chine. Ce qui ne semble pas clair cependant, c'est le lien entre la conformité ou la non-conformité aux politiques concernant la RSE. La réglementation, les lois et la performance financière des entreprises publiques et privées en Chine n'amènent pas d'effet notable.

La performance en matière de responsabilité sociale des entreprises canadiennes est essentiellement finalisée, mais il existe également des maillons faibles, comme la supervision. La raison en est les problèmes mondiaux des habitudes culturelles sociales et du système économique. Étant donné que la culture canadienne semble relativement intégrée et que les habitudes de chaque culture s'avèrent différentes, il est nécessaire de renforcer fréquemment la communication et la coopération. Le système économique reste dominé par la propriété privée et le gouvernement ne peut pas intervenir de force. Il ne peut compter que sur la supervision publique. Par conséquent, il se retrouve dans une position faible sur le plan de la supervision de la responsabilité sociale. De manière générale, la performance du Canada en matière de responsabilité sociale s'est stabilisée, mais il reste encore de la place pour du progrès.

Ayant ainsi élucidé les conclusions succinctes de l'étude, la présente apporte une contribution scientifique significative et potentiellement utile en affirmant fermement que la Chine et le Canada démontrent des similitudes et des différences dans le développement et la mise en œuvre de la RSE.

En termes d'apport de ce mémoire au développement des connaissances dans la discipline, cette étude a permis de fournir un premier aperçu de la différence de perception de la responsabilité sociale, lâchement définie pour ne pas influencer les répondants.

L'analyse des données a permis d'obtenir un ordre de grandeur dans l'évaluation du degré d'implantation de la responsabilité sociale dans les entreprises des deux pays et d'établir une comparaison utile.

L'analyse des données du questionnaire a permis de mieux apprécier comment les gestionnaires perçoivent la responsabilité sociale et sa pertinence aux regards de divers aspects des opérations comme par exemple l'environnement, le client et la désirabilité de son implantation dans les entreprises.

La comparaison par pays a permis de mieux comprendre les éléments importants à considérer dans l'approche de l'autre afin de ne pas froisser les susceptibilités, chaque pays ayant sa propre vision de l'importance de la responsabilité sociale et des moyens de la réaliser.

La Chine privilégie une approche politique et d'intervention du gouvernement dans son engagement en matière de RSE avec les entreprises d'État, privées et publiques. Les entreprises publiques sont davantage liées à l'intervention de l'État quant à la RSE que les entreprises privées. Leurs moyens évoluent progressivement sur tous les aspects de la norme ISO 26000, bien qu'il y subsiste encore des lacunes.

Les entreprises canadiennes disposent déjà d'un plan de mise en œuvre mature et solide pour s'acquitter de leurs responsabilités sociales. Malgré cela, en raison du conflit entre leurs intérêts et ces responsabilités, elles doivent encore accroître l'effort.

Les résultats montrent des perceptions différentes entre les Canadiens et les Chinois. Il y apparaît donc une implication très importante pour les affaires entre les deux pays.

5.2 Limites de cette recherche

Cette recherche ne représente pas tous les Chinois, car nous n'avons choisi que les cadres détenant un MBA. Au Canada, les Canadiens sont tous ou presque des cadres du Québec.

Le MBA, pour les Chinois, s'est poursuivi dans leur pays. Cette recherche ne fait pas de distinction concernant les entreprises d'État ou totalement privées. Elle ne fait pas de distinction non plus concernant l'âge et le genre des répondants.

5.3 Suggestions pour d'autres recherches

L'étude, lors de l'examen de la performance de l'entreprise, n'a pas été en mesure de déterminer de manière fiable le degré de performance qu'en utilisant des mesures financières et non financières. La mesure de la performance non financière reste très subjective et ne peut être effectuée de manière fiable pour cette étude. Nous espérons que d'autres recherches pourront examiner comment les pratiques de RSE engagées par les entreprises d'État et les entreprises privées, en Chine, peuvent être mesurées de manière fiable et crédible, et ce, en employant des paramètres non financiers de satisfaction des consommateurs, de réputation de marque et de prestation de services.

Le statut de responsabilité sociale des entreprises canadiennes apparaît relativement uniforme, mais une exploration plus approfondie de la possibilité de leur développement se révèle nécessaire.

En outre, il serait utile de poursuivre les recherches pour examiner les pratiques de RSE des entreprises dont la taille est un peu plus petite et qui ne relèvent donc pas des critères de déclaration et de divulgation. Cet examen permettrait de déterminer dans quelle mesure elles (publiques et privées) sont rattachées aux politiques et à la manière dont elles appliquent ainsi leur sens de la RSE.

ANNEXE A
[CAS COMPLÉMENTAIRES]

En premier lieu, les données chinoises sont collectées sur Internet, auprès de plusieurs entreprises ciblées comme des cas pertinents pour l'étude. Deux sont sélectionnés, car elles sont des entreprises publiques tandis que les deux autres sont de grandes entreprises privées. En effet, une partie des variables de l'étude cherche à les comparer, en ce qui concerne les politiques gouvernementales touchant à la RSE. Deuxièmement, les entreprises sont sélectionnées lorsque les informations sont accessibles à partir de la base de données China Stock Market & Accounting Research (CSMAR) et où elles se révèlent fiables, complètes et pertinentes pour l'étude en cours (Li *et al.*, 2019). Troisièmement, les sociétés éligibles pour faire partie de notre recherche sont celles qui ont fait l'objet d'une vérification des normes de la China Securities Regulatory Commission (CSRC), soit l'agence de réglementation et de valeurs mobilières mandatée en Chine (Li *et al.*, 2019). Les entreprises doivent à la fois afficher une note de crédibilité et de fiabilité. Quatrièmement, l'éligibilité des entreprises est testée en s'assurant qu'elles relèvent de la compétence qui les oblige à diffuser leurs rendements face à la RSE dans leurs rapports financiers annuels (Li *et al.*, 2019).

La collecte de données sur les petites entreprises privées prendra la forme d'entretiens. Elle vise à montrer plus clairement la performance spécifique de la Chine quant à la RSE.

Fondamentalement, l'examen du lien entre les politiques gouvernementales et les résultats en matière de RSE dans les entreprises publiques et privées en Chine a été réalisé de manière presque comparative. Pour ce faire, l'analyse de cas de quatre entreprises en Chine, deux entreprises d'État et deux entreprises privées est effectuée en relation avec les lois et politiques et sur le comment cela a affecté leurs activités de RSE. Les quatre sociétés sont Sinopec Group (fabrication, propriété de l'État) ; Banque agricole de Chine (financière, propriété de l'État), Huawei (technologie, privée) et Alibaba Group (commerce électronique, secteur privé). Les cas sont décrits en annexe.

En outre, pour les questions relatives aux politiques du gouvernement chinois visant à soutenir la responsabilité sociale des entreprises et à leurs performances, les données ont été recueillies à partir des sites Web des entreprises, de rapports gouvernementaux et de revues du comité de lecture. Ceci a été essentiel, car toutes les données pertinentes et fiables ont été utiles pour parvenir à une conclusion valable sur les questions faisant l'objet de l'enquête. Nous émettons ici quelques cas pour compléter la recherche.

En plus de la norme ISO 26000 liée à la responsabilité sociale, un code d'éthique et de gestion existe. Le Wiki mentionne une coalition avec le Pacte mondial des Nations unies (Global Pact Coalition).

Voici des cas typiques en Chine et au Canada. À travers eux, nous comparons davantage leurs similitudes et leurs différences en matière de responsabilité sociale.

A. CAS CHINOIS

A1. SINOPEC

Le groupe Sinopec, officiellement connu sous le nom de China Petrochemical Corporation est une société de produits pétrochimiques et pétroliers basée en Chine. La société a été fondée en 1998, mais c'est en 2018 qu'elle a été constituée en société chinoise à responsabilité limitée. Elle possède un capital enregistré de 326,5 milliards de yuans, est entièrement détenue par l'État et dirigée par un conseil institué par l'État. Ce conseil gère donc les actifs, les passifs et la stratégie de la société conformément à la loi de l'État (Sinopec, 2020).

La liste des offres de la société est longue, mais certaines des plus notables incluent : la production, l'entreposage, la distribution et le transport de produits pétroliers et pétrochimiques; la gestion des investissements et les investissements industriels; la production, l'entreposage, la distribution et le transport de charbon, de gaz naturel et de pétrole; l'exploration, la production, l'entreposage, la distribution et l'expédition de produits

pétroliers; la production, l'entreposage, la distribution et le transport d'énergie (électricité, eau à vapeur, produits d'énergie géothermique); recherche et développement; commerce électronique; conseil en technologies propres; import-export (agence), entre autres (Sinopec, 2020).

En ce qui concerne les performances, la société se classe comme le premier fournisseur de produits pétroliers et pétrochimiques de toute la Chine, le deuxième producteur de gaz et de pétrole et le troisième producteur de produits chimiques dans le monde. De plus, en 2019, Sinopec Group était deuxième de la liste dans le classement mondial Fortune 500; ce qui implique que l'entreprise connaît un énorme succès.

Sinopec a publié son rapport d'étape sur la RSE en 2019. Son dernier rapport complet remonte donc à 2008. Ce qui laisse entendre que, même en tant qu'entité d'entreprises d'État, elle n'a pas, en pratique, été liée à la divulgation annuelle des activités de RSE préconisées dans les lignes directrices du gouvernement. La société examine la RSE dans le cadre de six thèmes primordiaux : l'utilisation efficace de la chimie et de l'énergie, les initiatives de réduction de la pauvreté, la mise en œuvre écologique à faible émission de carbone, l'innovation pour une coopération gagnant-gagnant, la responsabilité mondiale et la communauté (Sinopec CSR Report, 2019). L'analyse porte donc sur la RSE chez Sinopec à travers ces six lentilles.

A2. Banque agricole de Chine

La Banque agricole de Chine ou AgBank comprend les quatre grandes banques fondées en Chine en raison de leur grande taille et de leur énorme capitalisation boursière. Créée en 1951, elle opère actuellement à Hong Kong, Londres, Tokyo, Chine continentale, Singapour, Sidney, Séoul, New York et Francfort (Agricultural Bank of China, 2020). En outre, en 2019, elle comptait 2,7 millions de clients d'entreprises, 320 millions de clients de détails et environ 24 000 succursales dans le monde. Sur le plan des actifs, la société demeure la troisième plus grande de Chine et a déjà remporté la plus grande introduction en bourse au monde jusqu'à l'arrivée d'Aramco d'Arabie saoudite. De plus, AgBank se classe parmi les dix

premières banques du classement mondial depuis 2011 jusqu'à aujourd'hui (Agricultural Bank of China, 2020).

A3. AgBank

Le rapport d'AgBank sur la RSE indique qu'il est aligné sur les procédures de la Bourse de Hong Kong et les directives de la RSE. Plus important encore, la banque y affirme qu'elle a suivi les Directives supplémentaires pour l'industrie des services financiers et les recommandations du Guide de l'Organisation internationale de normalisation (ISO 26000) sur la responsabilité sociale (AgBank CSR Report 2019). En outre, comme pour Sinopec, ce rapport d'entreprise d'État constitue le deuxième de la banque. Le dernier remonte à 2007. Ceci laisse entendre que, même en tant qu'entité d'entreprises d'État, AgBank n'a en pratique pas été liée à la divulgation annuelle des activités de RSE préconisées par les lignes directrices du gouvernement.

Les initiatives du personnel en matière de RSE demeurent sensiblement conformes à la Loi des entreprises publiques populaires de Chine sur la protection des droits et des intérêts des femmes, à la Loi sur le travail des entreprises publiques populaires de Chine, à la Loi sur les sociétés (amendement de 2006) et à la Loi sur la sécurité de la production des entreprises publiques chinoises.

Mais encore plus, les initiatives en matière d'énergie, d'eau et d'environnement soutiennent les stipulations des lois appropriées, notamment la Loi des entreprises publiques populaires de Chine sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau. La Loi sur la conservation de l'énergie des entreprises publiques populaires de Chine a également été promulguée en 2008, ainsi que la Loi sur la promotion de la production plus propre des entreprises publiques populaires de Chine.

Cependant, contrairement à Sinopec, AgBank ne semble pas organiser de nombreuses activités de RSE touchant spécialement les relations communautaires, car ce qui ressemble à un engagement communautaire s'avère être essentiellement des prêts subventionnés

(AgBank CSR Report 2019). La société, différente de Sinopec, paraît moins de programmes pour aider à l'éducation et à la santé des membres de la communauté. De plus, ses efforts environnementaux ne se révèlent pas aussi robustes que ceux de Sinopec. Cela nous permettrait de déduire que les entreprises publiques du secteur manufacturier en Chine ont exercé plus d'activités de RSE que celles des secteurs financiers, même si ces deux secteurs disposent de ressources financières suffisantes pour s'engager dans davantage d'activités de RSE. Ces informations entrent en quelque sorte en désaccord avec celles de la littérature qui montrent que les entreprises possédant de plus de ressources financières s'engagent dans plus d'activités de RSE que celles qui n'en ont pas. Le résultat démontre ici que la différence dans le nombre d'activités de RSE, même dans le contexte des politiques et des interventions gouvernementales, est significativement plus orientée par les différences dans l'industrie que par la disponibilité des ressources.

Cela dit, il est évident que les entreprises publiques chinoises, tant du secteur manufacturier que du secteur financier, réagissent très positivement aux politiques gouvernementales, aux interventions, aux directives et aux lois relatives à la RSE. Il s'avèrerait cependant important d'examiner si cela reste vrai pour les entreprises privées en Chine.

A4. Huawei

Huawei ou officiellement, Huawei Technologies Co, forme un conglomérat de télécommunication basé en Chine dont le siège est à Shenzhen, Guangdong. Il se situe dans le cœur du métier de la conception, du développement et de la vente au détail de l'électronique grand public, en particulier des téléphones intelligents (smartphones) et des équipements de télécommunication. La société, fondée en 1987, est maintenant présente dans 170 pays. En 2019, elle déclarait des revenus de plus de 121,72 milliards de dollars, ce qui en fait l'une des plus grandes entreprises de télécommunication et de téléphones intelligents (smartphones) au monde (Huawei, 2020). Fait à noter et particulièrement pertinent pour la présente étude, Huawei représente l'une des plus grandes entreprises de Chine qui n'appartient pas à l'État et qui se comporte très bien en ce qui concerne ses indices financiers et non financiers.

Huawei a détaillé ses efforts en matière de RSE dans son rapport de développement durable (2019) où une myriade d'activités sont mentionnées. En outre, elle y indique plus particulièrement que, selon l'analyse, l'engagement communautaire de Huawei se révèle nettement plus important dans les pays en dehors de la Chine. En fait, les données sur la responsabilité communautaire du Huawei Sustainability Report (2019) montrent son engagement communautaire dans de nombreux autres pays comme l'Argentine, le Myanmar, la Bolivie, le Brésil et d'autres, mais aucun engagement en Chine. Cela implique que Huawei, en tant qu'entreprise privée, n'a pas parfaitement aligné ses pratiques de RSE sur le nombre important de lois et en particulier sur les politiques du gouvernement chinois.

Cependant, sur le plan environnemental, malgré sa propre augmentation de consommation d'énergie, Huawei a dans une large mesure aligné ses activités sur la Loi des entreprises publiques du peuple de Chine, sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau, sur la Loi sur la conservation de l'énergie des entreprises publiques du peuple de Chine, également promulguée en 2008, ainsi que sur la Loi sur la promotion de la production plus propre des entreprises publiques populaires de Chine.

De plus, du fait de l'engagement communautaire inadéquat de la société en Chine, il pourrait être déduit que les entreprises publiques et les industries manufacturières en Chine exercent plus d'activités de RSE que celles des secteurs financiers. Elles font preuve de plus de responsabilités communautaires que les entreprises privées du secteur des technologies de l'information, même si celles des secteurs informatique et financier disposent de ressources financières suffisantes pour s'investir dans davantage d'activités de RSE. Cela entre en quelque sorte en désaccord avec la littérature qui montre que les entreprises profitant de plus de ressources financières s'engagent dans plus d'activités de RSE que celles qui n'en ont pas. Le résultat démontre ici que la différence dans le nombre d'activités de RSE, même dans le contexte des politiques et des interventions gouvernementales, demeure nettement plus orientée par les différences dans l'industrie que par la disponibilité des ressources.

A5. Alibaba

Alibaba Group représente l'une des plus grandes entreprises de vente au détail en ligne au monde. Elle a été fondée en Chine par 10 partenaires. Le plus important étant l'ancien PDG du groupe Jack Ma. La Société, qui figurait dans les dix meilleures (top-10) entreprises Fortune 500 en 2019 a rédigé un rapport d'étape important qui montre des revenus annuels de plus de 72 milliards de dollars pour l'exercice 2019-2020 (Alibaba, 2020). La Société, à travers ses portails Web, propose un modèle commercial interentreprises, consommateur à consommateur (business-to-business, consumer-to-consumer) et enfin entreprise à consommateur (business-to-consumer), similaire au modèle d'Amazon.com. La Société constitue actuellement le deuxième plus grand détaillant de commerce électronique au monde, juste derrière Amazon, sur le plan des ventes et des revenus. En outre, il est à noter un fait particulièrement pertinent pour la présente étude : Alibaba Group se retrouve l'une des plus grandes entreprises de Chine non détenue par l'État, mais cotée en bourse et qui affiche des performances élevées en ce qui concerne ses indices financiers et non financiers.

Alibaba Group a expliqué ses efforts en matière de RSE dans son rapport sur le développement durable (2019) où une myriade d'activités sont mentionnées. Le but de l'analyse, outre l'examen des pratiques de RSE, vise également à effectuer une comparaison fiable entre les entreprises entièrement détenues par l'État et les entreprises privées répertoriées. Il s'agit de découvrir comment elles ont répondu aux politiques, lois et directives gouvernementales liées à la RSE. Jusqu'à présent, il a été noté que les entreprises entièrement détenues par l'État, illustrées par le groupe Sinopec et la Banque agricole de Chine, réagissent très positivement aux politiques gouvernementales, lois et directives liées à la RSE. Sinopec poursuit plus d'activités que AgBank (secteur financier). Pourtant, les deux disposent de ressources considérables pour leur permettre de générer plus de RSE. Cependant, Huawei montre une réponse légèrement faible aux politiques du gouvernement chinois, aux lois et aux lignes directrices liées à la RSE. Elle réalise moins d'engagements communautaires en Chine, mais fournit des efforts largement lucratifs en matière de protection de l'environnement.

L'entreprise s'efforce de contribuer à la réduction de la pauvreté grâce à la revitalisation rurale. Elle s'efforce également d'éduquer les adolescents en construisant des salles de classe.

En outre, la Société a investi dans le domaine social, entre autres pour la lutte contre la traite des enfants, et a apporté un soutien aux entreprises d'État à hauteur de 25 millions de RMB. De surcroît, sur papier, elle épouse les notions des droits et du bien-être des employés à travers des formations. Sur le plan environnemental, elle a tenté de se lier à des organisations prônant la protection de l'environnement comme l'ONU avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Aussi, elle offre un soutien financier et des services promotionnels à travers son budget publicitaire.

Cependant, en procédant à un examen plus approfondi du rapport, nous décelons qu'un nombre important d'activités de RSE sont menées en lien avec le produit phare de la Fondation Jack Ma, et non en lien avec la Société. Ce qui signifie qu'elle ne se livre pas, d'une manière ou d'une autre, à des activités de RSE solides en rapport avec les entreprises d'État (entreprises déjà analysées comme Sinopec et AgBank). En fait, par déduction, nous croyons pouvoir dire qu'Alibaba s'implique moins dans la protection de l'environnement, la protection sociale ainsi que dans l'engagement dans la communauté par rapport à l'autre entreprise à vocation privée analysée dans cette étude, Huawei.

En outre, le rapport sur le développement durable d'Alibaba (2019) demeure largement vague. Il s'illustre par l'absence de chiffres sur les proportions d'employées féminines et de minorités ethniques dans l'organisation travaillant dans l'entreprise. De plus, il n'y a pas de chiffres pour montrer le nombre de bénéficiaires directs de ses activités RSE. Cela pourrait être attribué à une mauvaise rédaction du rapport ou simplement à un manque de chiffres en raison du manque d'activités.

Comparativement, les entreprises publiques examinées, cotées en bourse, Sinopec et AgBank, ont effectué une présentation très détaillée, avec tous les chiffres, sur leurs pratiques et leurs résultats en matière de RSE. Ils se trouvent largement différents de ceux des entreprises privées étudiées, Huawei et Alibaba. En outre, ces résultats corroborent les affirmations

antérieures selon lesquelles les entreprises entièrement détenues par l'État, le groupe Sinopec et la Banque agricole de Chine, illustrent de manière très positive les politiques, lois et directives gouvernementales liées à la RSE malgré le fait que Sinopec exerce plus d'activités que AgBank (secteur financier). Pourtant, les deux disposent de ressources considérables pour permettre de générer plus de RSE. Cependant, Huawei, et maintenant Alibaba, affiche une réponse légèrement faible aux politiques, aux lois et aux directives du gouvernement chinois liées à la RSE. La raison vient de son engagement communautaire moindre en Chine et des efforts largement lucratifs en matière de protection de l'environnement. En fait, Alibaba semble se cacher derrière la Fondation Jack Ma pour expliquer ses solides activités de RSE.

Il devient donc clair que le groupe Alibaba, en tant qu'entreprise privée, a réagi plus ou moins négativement aux politiques et aux lois du gouvernement chinois. Ce dernier prône un engagement RSE beaucoup plus solide des entreprises relevant de sa juridiction. Cela montre essentiellement que la société privée Huawei ne s'est pas fermement alignée sur la Loi des entreprises publiques du peuple de Chine sur la protection des droits et des intérêts des femmes, la Loi sur le travail des entreprises publiques du peuple de Chine et sur la Loi sur les sociétés (amendement de 2006). En outre, elle n'a relativement pas aligné ses activités sur la Loi sur les entreprises publiques populaires de Chine sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau, la Loi sur la conservation de l'énergie des entreprises publiques populaires de Chine, également promulguée en 2008, et sur la Loi sur la promotion de la production plus propre des entreprises publiques populaires de Chine.

De plus, après avoir passé en revue les cas analysés, nous pouvons conclure avec certitude à la cohérence des résultats avec la thèse d'étude selon laquelle la Chine adopte une approche descendante. Avec les entreprises d'État et les entreprises privées, elle applique une politique gouvernementale étatique fragmentée et hiérarchisée et une approche d'intervention dans son engagement en matière de RSE. Toutefois, cela a surtout embarrassé les entreprises privées, quant à leur façon de communiquer avec le gouvernement. Elles sont dépourvues de volonté et d'initiative pour gérer leur RSE de manière indépendante et efficace dans une économie de marché sensiblement imparfaite. Par ailleurs, cette économie permet toujours aux entreprises

d'État et aux entreprises privées de réussir des performances financières élevées, mais discutables (non-performance financière).

En conclusion, les entreprises publiques en Chine, en prenant l'analyse de cas de deux de ses plus importantes réussites, à savoir le groupe Sinopec et la Banque agricole de Chine, entretiennent une relation solide et positive avec les règles et politiques gouvernementales liées à la RSE et y répondent. D'un autre côté, les entreprises privées, illustrées par Huawei et Alibaba Group, également performantes et innovantes, entretiennent une relation et une réponse insatisfaisantes aux règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. Ceci est basé sur le fait que les entreprises d'État et les entreprises publiques cumulent plus de pratiques de RSE principalement dues à la géographie chinoise. Ces dernières en présentent des rapports clairs et détaillés, tandis que les entreprises privées, à l'exception des reportages vagues, proposent moins d'activités de RSE concentrées en Chine.

En outre, dans l'analyse sur les entreprises d'État, l'industrie manufacturière affiche un plus fort engagement envers la RSE, aligné sur les règles et les politiques gouvernementales liées à la RSE, que les entreprises d'État du secteur financier. Elles sont toutes riches en ressources. Par conséquent, la disponibilité des ressources n'est pas un prédicteur significatif de l'engagement et de la réponse aux règles et politiques gouvernementales liées à la RSE. La même conclusion s'applique aux entreprises privées en Chine. Enfin, il semble que les entreprises d'État et les entreprises publiques présentent beaucoup d'informations sur la RSE dans leurs rapports et que la divulgation de leurs données reste très différente de celle des entreprises privées en Chine.

B. CAS CANADIENS

B1. Trans Mountain

Trans Mountain Société, créée en 1951 à partir d'une charte du Parlement canadien, gère l'unique oléoduc canadien qui permet de transporter du pétrole des gisements de l'Alberta depuis Edmonton jusqu'au terminal maritime de Burnaby en Colombie-Britannique. Avec un

siège social en Alberta et divers bureaux régionaux tout au long du pipeline, ce dernier « traverse certains des terrains montagneux les plus accidentés du monde, ainsi que des zones humides, des cours d'eau et des parcs écologiquement sensibles »¹. Au début de la controverse dont on entend beaucoup parler, Trans Mountain Société appartenait à l'entreprise américaine Kinder Morgan qui l'avait acquise en 2005². Le gouvernement fédéral canadien l'a rachetée, le 31 août 2018, au beau milieu de la controverse. Elle est devenue ainsi une filiale de la Corporation de développement des investissements du Canada (CDEV). Ses valeurs se basant sur la sécurité, l'intégrité, le respect et l'excellence, elle soutient qu'elle agit de manière éthique et responsable envers ses parties prenantes et a mis en place son propre code de déontologie et d'éthique commerciale et un processus de signalement éthique³. Sur le plan opérationnel, la sécurité des pipelines est mise en exergue à travers une stratégie de préparation aux situations d'urgence via la prévention des déversements, des procédures d'urgence et par la sécurité des employés, du public et de l'environnement.

Mis en service en 1953, le pipeline Trans Mountain mesurant 1 150 km avec une capacité actuelle de 300 000 barils par jour de pétrole brut et raffiné, relie l'Alberta à la Colombie-Britannique à travers les Rocheuses. À la suite de divers travaux d'expansion minimes, la compagnie a amorcé, en 2013, un projet de reproduction du réseau existant qui triplerait quasiment la capacité actuelle avec 890 000 barils transportés quotidiennement. Trois ans plus tard, l'Office national de l'énergie (ONE) a approuvé le projet qui s'est heurté à la Cour d'appel fédérale à la demande du gouvernement provincial britanno-colombien et des populations autochtones. Par ailleurs, ce projet, même s'il rallie un nombre de partisans non négligeable (gouvernements fédéral et provincial, entreprises du secteur énergétique), fait face à un rejet d'une partie de la société qui lui trouve des inconvénients écologiques et

¹ Trans Mountain Corporation. (s.d.) *Notre histoire*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.transmountain.com/fr/history>

² *Ibid.*

³ Trans Mountain Corporation. (s.d.) *Code de déontologie et d'éthique commerciale*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.transmountain.com/fr/business-conduct-and-ethics>

sous-estime les externalités positives qu'on lui prête. Un mois après son annulation, le gouvernement fédéral, devenu propriétaire de la compagnie entretemps, demande à l'Office de procéder au réexamen de son rapport d'approbation ; un mandat qu'elle a accompli en donnant de nouvelles recommandations conditionnelles à la mise en œuvre du projet et en prenant en compte des critères environnementaux et de protection des espèces marines. Toutefois, une question se pose : l'adoption de ces dernières par la compagnie et les bénéfices économiques relayés suffiront-ils à favoriser l'acceptabilité sociale du projet ?

La Loi sur l'Office national de l'énergie, la Loi sur les opérations pétrolières au Canada et la Loi fédérale sur les hydrocarbures statuent sur le rôle de cet organisme ayant pour mandat de réglementer les pipelines, la mise en valeur des ressources énergétiques et le commerce de l'énergie à travers l'ensemble du cycle de vie de chaque projet. Relevant du ministère fédéral des Ressources naturelles, il remplit son mandat en mettant de l'avant l'intérêt public canadien et en se basant sur des critères économiques, environnementaux et sociaux. Ainsi, le projet du pipeline ne peut se faire sans l'approbation de l'ONE.

Le Parti libéral du Canada était aux commandes de celui-ci lors de l'avènement du projet, à l'étape du « plan de l'idéologie, le Parti libéral demeure au centre, modulant ses positions selon les régions pour essayer d'obtenir un large appui national »⁴. Le projet tient à cœur le gouvernement libéral canadien au point qu'il a racheté pour 4,5 milliards de dollars les parts de Kinder Morgan qui avait alors décidé de se retirer du projet vu les délais entourant son autorisation. Selon le ministre des Finances, Bill Morneau, ce choix stratégique servirait à préserver la réputation internationale du Canada, les emplois potentiels reliés au projet et un retour d'investissement; même si une des promesses électorales consistait en l'abolition des

⁴ Azzi, S. *et al.* (2019, 22 octobre). Parti libéral. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-liberal>.

subventions au secteur des énergies fossiles⁵. Une fois, le projet réalisé, il compte revendre l'entreprise.

Même si son pétrole lui est très utile, l'Alberta se dit contre le projet, car elle estime qu'elle subira la majeure partie des dommages potentiels qui en découleront. Soucieuse de protéger son écologie, elle a introduit un recours contre le projet qui ne donnait pas assez de garanties en ce qui concerne les risques environnementaux avec des déversements potentiels qui seront nuisibles à sa faune, à sa flore et, par-dessus tout, à son industrie portuaire. Depuis mai dernier, son gouvernement actuel⁶ est formé d'une alliance entre le Nouveau parti démocratique (NPD) qui « milite pour un socialisme modéré et une économie »⁷ mixte et le Parti vert. Ce qui laisse présager que sa position sur le projet ne changera pas.

L'Alberta, berceau du pétrole canadien, son gouvernement soutient vivement ce projet qui lui permettra de développer et d'élargir sa production pétrolière. Il mène actuellement une campagne de publicité très active destinée à obtenir le support de l'opinion canadienne, mais décriée par le Parti vert qui la considère comme mensongère⁸. Le gouvernement actuel est dirigé par le Parti conservateur calqué sur le Parti républicain américain⁹ qui est un grand partisan du projet.

⁵ Shields, A. (2018, 01 juin). Ottawa rachète Trans Mountain pour 4,5 milliards de dollars. *Le Devoir*. Récupéré le 18 mai 2021

de <https://www.ledevoir.com/politique/canada/528982/le-canada-achetera-le-gazoduc-transmountain-pour-4-5-milliards>.

⁶ Robinson, J. Lewis. (2019, 22 janvier). Colombie-Britannique. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/colombie-britannique>.

⁷ Whitehorn, A. (2019, 24 octobre), Nouveau Parti démocratique (NPD). *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/nouveau-parti-democratique>.

⁸ Kornik, S. (2019, 01 mars) Green Party accuses Alberta government of misleading Canadians in Trans Mountain campaign. *Global News*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://globalnews.ca/news/5008149/trans-mountain-pipeline-keep-canada-working/>.

⁹ Harrison, T. W. (2020, 13 octobre) Parti conservateur. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-conservateur>.

Le tracé du projet traversera beaucoup de communautés autochtones, conséquemment, leurs milieux de vie et leur pratique culturelle subiront des impacts. Cependant, selon le droit canadien et la Charte des droits des peuples autochtones des Nations-Unies adoptés par le Canada en 2007, la Couronne doit les consulter pour tout projet fédéral, provincial ou territorial susceptible d'impacter les traités ainsi que leurs droits. De ce fait, sur la base de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, « la Cour d'appel fédérale a annulé l'approbation par le gouvernement canadien du projet d'expansion du pipeline Trans Mountain, en partie à cause de consultations inadéquates menées auprès des peuples autochtones »¹⁰. Ainsi, leur opinion compte beaucoup quant à l'acceptabilité nationale et internationale du projet, mais ne peut empêcher sa tenue. La population autochtone, en son sein même, est déchirée face au projet; ceux du côté albertain le soutiennent à cause de ses externalités économiques positives pendant que ceux du côté britanno-colombien sont contre. En effet, ces derniers, majoritaires, sont les plus susceptibles d'être affectés négativement, car leur territoire sera le plus touché par le projet. On peut citer, entre autres, les Premières Nations « Squamish, Musqueam et Tseil-Waututh, dont les territoires sont situés dans l'anse Burrard, là où se trouve le terminal maritime du pipeline »¹¹.

Elle est aussi divisée sur la question, mais l'opinion qui se fait sans doute la plus forte est celle qui rejette le projet. Des groupes environnementalistes comme la Fondation David Suzuki du Québec ou l'organisme Ecojustice sont très actifs¹². Par ailleurs, selon Sidney Ribaux, directeur général et cofondateur d'Équiterre, le projet constitue un symbole de

¹⁰ Robert, I. (2018, 12 octobre). L'obligation de consulter. *L'Encyclopédie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/obligation-de-consulter>.

¹¹ Normand, G. et Bakx, K. (2019, 18 juin) Des groupes autochtones pourraient mettre la main sur le pipeline Trans Mountain. *Radio-Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145840/transmountain-trans-mountain-achat-rachat-autochtones-premieres-nations-acheter-vendre-federal>

¹² Bédard, F. (2019, 18 juin). Trans Mountain : des Autochtones et des environnementalistes crient victoire. *Radio-Canada*, Récupéré le 18 mai 2021 de

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1120871/transmountain-decision-cour-appel-federale-premieres-nations-environnementalistes-reactions>.

la « lutte aux changements climatiques au pays ».¹³ La conscientisation écologique au sein même de la population fait que ce projet interpelle de nombreux Canadiens. Le Québec soutient la Colombie-Britannique pendant que la Saskatchewan affiche son appui au projet; « sur Twitter, le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, a confirmé le dépôt imminent d'une loi pour restreindre les exportations d'or noir vers la province de l'Ouest »¹⁴ afin de contraindre la Colombie-Britannique.

B2. Métallurgie Magnolia Inc.

Magnolia Metallurgy inc. a été la première usine à tenter d'extraire le métal des résidus de serpentine (dépôts de résidus miniers d'amiante), en adoptant une technologie exclusive. La compagnie propriétaire de l'usine a entrepris de produire du magnésium métal (Mg) par électrolyse du chlorure de magnésium (MgCl₂), extrait des résidus de serpentine. Noranda détenait 80 % des actions de Magnolia tandis que 20 % étaient détenues par la Société générale de financement du Québec (un organisme du gouvernement du Québec). Les constructeurs automobiles sont les principaux consommateurs de magnésium, utilisé dans les alliages pour produire des pièces moulées légères pour moteurs de véhicules.

Cependant, Magnolia a mis en veilleuse ses opérations de production de magnésium en avril 2003. L'augmentation de la production de magnésium et son faible coût en Chine ont fait chuter les prix. La concurrence a considéré la mise en sommeil de l'usine comme la preuve que la technologie de Magnolia était en faute (Burton, 2003). La clôture de l'affaire semble avoir pris le pas sur la décision d'arrêter les opérations. L'entreprise a expliqué que l'usine devait être fermée pour une durée indéterminée parce que les conditions du marché ne permettraient pas son exploitation viable.

¹³ Ribaux, S.(2018, 18 avril) Le pipeline Kinder Morgan ne passera pas. *Equiterre*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://equiterre.org/choix-de-societe/blog/le-pipeline-kinder-morgan-ne-passera-pas>.

¹⁴ Bergeron, M. (2018, 18 avril) Trans Mountain: la Saskatchewan menace de fermer le robinet. *La Presse*. Récupéré le 18 mai 2021 de https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201804/18/01-5161485-trans-mountain-la-saskatchewan-menace-de-fermer-le-robinet.php?utm_categorieinterne=trafficedrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_5182819_article_POS4.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec a tenu des audiences sur le projet proposé par Magnola en octobre et novembre 1997. Le gouvernement du Québec a autorisé la construction de l'usine de métallurgie Magnola en avril 1998, sans aucune demande pour des procédés sans chlore. L'usine d'extraction électrolytique de magnésium de Magnola a mis en place des opérations sur la base d'un procédé à base de chlore utilisant la réduction électrolytique de $MgCl_2$. La production de chlore est connue pour générer et libérer des organochlorés, notamment des dioxines et des furanes.

Afin de mettre en œuvre le contrôle de sa RSE, un comité de surveillance a été mis en place en mai 2001. Le Comité a été établi dans le cadre d'un partenariat avec Magnola pour vérifier l'impact du projet. Sa mission officielle peut se résumer en cinq points principaux : recevoir les préoccupations des citoyens; recevoir des rapports de Magnola; examiner et discuter de toute préoccupation environnementale, économique ou sociale. Le Comité a exprimé un engagement ferme envers la « rationalité » et a été respecté par ses membres en tant que « groupe crédible, sérieux et très accessible ».

B3. Gildan Inc.

L'entreprise montréalaise, maintenant connue sous le nom de « Les Vêtements de sport Gildan Inc. » a été fondée en mai 1984. La société a commencé en tant que fabricant de textiles, dont la principale ligne était le tissu fini. En 1994, après avoir réexaminé sa stratégie d'exploitation, l'entreprise s'est concentrée exclusivement sur la fabrication et la vente de vêtements de sport pour la distribution en gros. En 1995, suite à ces changements, la société a choisi son nom actuel, Gilda, plutôt que « Gildan ».

Gildan a implanté des usines dans différentes zones géographiques (Canada : Québec, Ontario, États-Unis, Angleterre, Mexique, Barbade, Honduras et Haïti). En 1998, l'entreprise s'est installée au Honduras afin de profiter du faible coût de la main-d'œuvre et de plusieurs accords commerciaux entre le Honduras et les États-Unis. Son principal marché demeure les États-Unis et le Canada.

La norme SA 8000, pour les pratiques d'emploi socialement responsables, a été lancée par Social Accountability international (SAI), une organisation qui regroupe diverses organisations, notamment des syndicats, des organisations de défense des droits de l'homme et des droits de l'enfant, des universités, des détaillants, des fabricants et des sous-traitants.

En 2002, le Maquila Solidarity Network (MSN) a lancé une campagne pour améliorer les conditions de travail dans l'usine El Progreso de Gildan au Honduras. Un reportage documentaire y a révélé des abus en janvier 2002. La campagne s'est caractérisée par des efforts continus de collecte d'informations, des communiqués de presse régulièrement publiés, des événements médiatiques et des incitations aux consommateurs à envoyer des lettres à la direction de l'entreprise pour exprimer leur mécontentement face à la situation au Honduras. Cependant, MSN a déconseillé un boycottage de la marque. Les résultats d'un test de qualité de l'air effectué en usine, par une firme d'experts réputés, ont indiqué qu'ils respectent les normes de la Commission des accidents du travail du Québec (CSST).

En février 2003, Gildan Activewear a reçu un Prix de coopération internationale pour son excellence en responsabilité d'entreprise, sociale et éthique du ministre canadien de la Coopération internationale et de l'Agence canadienne de développement international.

MSN est déposé une nouvelle plainte le 6 janvier 2004 auprès du Worker Rights Consortium (WRC). Gildan a accepté de coopérer avec une enquête de la FLA sur les violations présumées de la liberté syndicale dans l'usine. Cependant, le 12 juillet 2004, au milieu de discussions avec la FLA et le WRC, le sujet est venu sur la fermeture de l'usine d'El Progreso le 30 septembre de la même année. La décision mettrait tous les 1 800 travailleurs au chômage, mais ce licenciement entrerait en violation des lois honduriennes.

Le 26 octobre 2004, la FLA a adopté à l'unanimité une motion visant à mettre fin au statut de Gildan en tant que société participante à la FLA, avec effet au 10 décembre 2004. Son conseil d'administration a décidé de réintégrer la société en tant que membre en règle début décembre 2004. Il a également exprimé son attente soit que les anciens travailleurs d'El

Progreso aient la préférence pour le premier emploi dans les usines actuelles et nouvelles du Honduras. La nouvelle usine a ouvert ses portes en mars 2005.

ANNEXE B
[LOIS ET POLITIQUES EN CHINE]

A. Lois, politiques et interventions du gouvernement chinois liées à la RSE.

Plus tard, d'autres lois concernant la RSE ont été promulguées et mises en œuvre en Chine. Grâce à une analyse thématique, le tableau 2 montre les principales lois qui sous-tendent la RSE en Chine.

Certaines des lois chinoises relatives à la RSE

Lois relatives à la RSE	Implications pour la RSE.
Droit du travail des entreprises publiques populaires de Chine	Cette Loi vise principalement à protéger les droits, les intérêts et les relations du travailleur. Elle ne s'applique qu'aux organisations d'entreprises d'État et, partant, aux entreprises d'État. Particulièrement intéressant pour l'aspect de la RSE, l'article 6 de la Loi sur le travail met brièvement en évidence le rôle de plaidoyer que le gouvernement et, par procuration, les entreprises d'État doivent jouer dans la promotion du « volontariat social ». Cela signifie que les entreprises publiques, conformément à la Loi, devraient inciter leur personnel à s'engager de temps à autre dans un travail bénévole pour aider la société.
Loi sur les syndicats des entreprises publiques populaires de Chine	La Loi ici est chargée d'offrir aux travailleurs un moyen par lequel leurs droits peuvent être protégés et leurs griefs peuvent être entendus et canalisés efficacement. Il convient toutefois de noter que cette Loi demande aux syndicats de s'organiser et, plus tard, d'éduquer leurs membres pour qu'ils s'engagent dans un travail social de nature volontaire afin d'aligner leur travail sur

	<p>l'économie de marché socialiste chinoise (article 5). Cela souligne la valeur que le gouvernement chinois accordait à la RSE dans les entreprises d'État avant même la transition générale d'une économie de marché socialiste sur papier à une économie de marché capitaliste libéralisée dans la pratique ultérieure.</p>
<p>Loi des entreprises publiques populaires de Chine sur la protection des droits et des intérêts des femmes</p>	<p>La Loi est principalement fondée sur la protection des femmes contre les mauvais traitements, la discrimination et/ou les traitements cruels qui causent de quelques manières que ce soit des lésions corporelles ou des préjudices entraînant la mort. Intéressante pour la RSE, outre la création de droits des employés et une protection de nature particulière. Elle demande également à l'entité des entreprises d'État de développer des initiatives pour sensibiliser davantage les femmes à leurs droits. Pour les entreprises publiques, elle leur demande de promouvoir les efforts d'éducation et d'agrément social visant à aider les femmes qui sont généralement privées de leurs droits.</p>
<p>Dispositions relatives à la protection spéciale des travailleurs juvéniles</p>	<p>La Loi, tout en protégeant les droits spéciaux des jeunes travailleurs, insiste pour que les entreprises d'État et les entreprises publiques et privées non seulement n'engagent pas les enfants de travailleurs domestiques en usine, mais s'efforcent d'utiliser leurs ressources financières et de réseautage pour amener ces enfants à l'école. L'engagement des entreprises privées et publiques dans l'éducation des enfants, en particulier de ceux qui sont généralement privés de leurs droits et réduits en esclavage, constitue une question de RSE. L'analyse présentée ici montre le niveau d'engagement important que le gouvernement chinois est prêt à promouvoir par une action en justice.</p>

<p>Le droit des sociétés d'entreprises publiques populaires de Chine</p>	<p>La Loi qui a été promulguée en 1994 ne fait pas directement référence à la RSE en tant que telle, mais implique son utilité dans ses stipulations. L'article 14 exige que les entreprises adoptent une éthique professionnelle et managériale, et qu'elles soient soumises à la fois aux entreprises d'État et au contrôle du gouvernement. Aligné sur la RSE, l'article 15 stipule : « protéger les droits et intérêts légitimes de son personnel et de ses travailleurs, renforcer la protection des travailleurs et garantir une production sûre » (p. 4).</p> <p>Le droit des sociétés modifié de 2006 insère explicitement la responsabilité sociale dans ses stipulations. L'article 5 oblige, de manière succincte et explicite, les entreprises publiques et privées à tenir de la RSE. Il déclare que :</p> <p>« [Lorsqu]'elle entreprend des opérations commerciales, une société doit se conformer aux lois et règlements administratifs, à la moralité sociale et à la moralité des affaires. Elle doit agir de bonne foi, accepter la surveillance du gouvernement et des entreprises publiques en général, et assumer des responsabilités sociales. » (p. 5).</p>
<p>Le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées en Chine (2001)</p>	<p>La Commission nationale pour l'économie et le commerce et la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières ont lancé et promulgué le code en tant que facilitateur supplémentaire du droit des sociétés. La loi oblige les sociétés cotées à se soucier de la protection de l'environnement, de l'intérêt des entreprises sociales et publiques, des résidents et des habitants des communautés dans lesquelles elles opèrent. Cependant, la loi</p>

	<p>présente certaines limites. Premièrement, elle ne s'applique qu'aux sociétés cotées et non à toutes les entreprises en général. Deuxièmement, la loi ne s'applique qu'aux services administratifs du gouvernement chinois uniquement parce qu'elle n'a pas été ratifiée par l'Assemblée générale chinoise et n'est donc pas, en grande partie, juridiquement contraignante.</p>
<p>La Loi des entreprises publiques populaires de Chine sur la protection des Droits et intérêts des consommateurs</p>	<p>Cette Loi souligne l'importance pour les entreprises de s'assurer que les produits et services qu'elles vendent répondent à l'approbation, aux besoins et à la sécurité des consommateurs. À cette fin, ces derniers exigent de plus en plus des produits et services respectueux de l'environnement. En conséquence, il est facile de voir comment le gouvernement chinois et ses lois jouent un rôle d'interférence juridique significatif dans la mise en œuvre de la RSE.</p>
<p>Loi sur la sécurité de la production des entreprises publiques populaires de Chine</p>	<p>Cette Loi s'apparente au droit du travail, car elle vise à protéger les travailleurs dans le processus de production. Alignée sur la RSE, elle implore les entreprises publiques et privées d'éduquer leurs travailleurs sur la manière d'être en sécurité pendant les processus de production.</p>
<p>Loi sur les entreprises publiques populaires de Chine sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau</p>	<p>Promulguée en 2008, la Loi alignée sur la RSE insiste sur le fait que les entreprises doivent non seulement contrôler la pollution de l'eau, mais aussi engager leurs propres ressources dans l'éducation des communautés qui les entourent. Elles doivent investir dans les infrastructures de contrôle de la pollution de l'eau pour la communauté. Cette disposition est également conforme à la Loi sur la conservation de l'énergie des entreprises publiques du peuple de Chine, aussi promulguée en 2008, ainsi qu'à la Loi sur la promotion de la production plus propre des entreprises</p>

	publiques du peuple de Chine.
--	-------------------------------

En outre, en Chine, il existe des politiques et des lignes directrices ayant trait à la RSE qui ont été promulguées et mises en œuvre par la suite, mais qui ne sont pas nécessairement liées à une législation. Grâce à une analyse thématique, le tableau 3 montre les principales politiques et lignes directrices qui sous-tendent la RSE en Chine. On trouve jusqu'à 500 documents de politiques qui touchent à la RSE en Chine. Cependant, la présente étude se limite uniquement à ceux qui mentionnent le mot CSR soit comme abréviation, soit dans son intégralité. De plus, seuls les politiques tombants entre les périodes 2007-2017 ont été examinés. Le tableau suivant présente un résumé des politiques et des implications liées à la RSE.

Politiques et directives liées à la RSE

Politiques et directives relatives à la RSE	Implications pour la RSE
Bourse de Shenzhen - Directives sur la RSE	Il s'agissait de lignes directrices en 2006 considérées comme les premières lignes directrices traitant de la RSE au sein de l'administration chinoise.
Avis 1-15, Instruction 1-2 et Annonce 1	Il s'agissait de notifications, d'instructions ou d'annonces adressées à la fois aux entreprises publiques et aux entreprises privées en 2007. Elles étaient peu nombreuses et toutes concernaient principalement les assurances et les finances, la pêche, la foresterie, l'élevage et l'agriculture. On suppose ici que la politique du gouvernement chinois en matière de RSE concernait principalement les résultats

	économiques et agricoles.
Avis 1-45, Opinion 1-3, Critères d'entrée 1	Il s'agissait d'avis et de critères d'entrée donnés aux entreprises d'État et aux entreprises privées en 2010. De toute évidence, il y a eu une amélioration significative du nombre de politiques et directives liées à la RSE. De plus, l'analyse montre que les instructions et les avis de politique générale sont passés de manière drastique de l'assurance et des finances, de la pêche, de la foresterie, de l'élevage et de l'agriculture à l'administration de médicaments et, en général, à la fabrication. Ceci est aligné sur le fait que cette période profite d'une impulsion renouvelée pour la durabilité environnementale, mais aussi que l'accent économique du gouvernement chinois était mis sur la fabrication et loin de l'agriculture.
Avis 39-90, Détails de mise en œuvre 1-3, Mesures administratives 1-3, Condition de normalité 1-5, Instruction 1-7, Critères d'entrée 1-6, Annonce 1-7	Tous les avis, détails de mise en œuvre, mesures administratives, conditions de normalité, instructions, critères d'entrée et annonces en 2017 concernaient toutes les industries susmentionnées de l'agriculture et de la fabrication. Cependant, les politiques supplémentaires concernaient les divertissements et la culture qui sont sensiblement alignés sur les technologies de l'information. Il est donc clair que le nombre de politiques et de lignes directrices du gouvernement chinois relatives à la RSE a augmenté au fil des ans. Ces dernières se sont alignées sur les étapes de développement économique qui ont eu lieu en Chine, c'est-à-dire de l'agriculture à l'industrie en

	passant par la technologie de l'information.
--	--

En conclusion, en ce qui concerne les lois relatives à la RSE promulguées par la Chine, les principales sont : la Loi sur le travail des entreprises publiques populaires de Chine, qui souligne succinctement le rôle de plaidoyer que le gouvernement et, par procuration, les entreprises d'État doivent jouer dans la promotion du « travail social volontaire ». Ensuite est apparue la Loi sur les entreprises publiques populaires de Chine sur la protection des droits et des intérêts des femmes. Outre la création de droits des employées et une protection de nature particulière, cette Loi demande à l'entité des entreprises d'État de développer des initiatives pour sensibiliser davantage de femmes à leurs droits; de même pour les entreprises publiques. Les dispositions sur la protection spéciale des jeunes travailleurs en sont une autre. Tout en protégeant les droits spéciaux des jeunes travailleurs, elles insistent pour amener les entreprises d'État, les entreprises publiques et privées non seulement à ne pas engager les enfants de travailleurs domestiques dans le travail en usine, mais à s'efforcer d'utiliser les ressources financières et de réseautage de leur entreprise pour amener ces enfants à l'école.

Il existe également la Loi sur les sociétés des entreprises publiques populaires de Chine qui stipule que les entreprises sont soumises à la fois aux entreprises d'État et à la supervision du gouvernement. Elle oblige, de manière succincte et explicite, les entreprises d'État et les entreprises privées à s'occuper de RSE. Les autres sont la Loi des entreprises publiques du peuple de Chine sur la protection des droits et des intérêts des consommateurs, la Loi sur la sécurité de la production des entreprises publiques du peuple de Chine et la Loi des entreprises publiques du peuple de Chine sur la prévention et le contrôle de la pollution de l'eau. La Loi alignée sur la RSE insiste sur le fait que les entreprises doivent non seulement éviter de polluer, mais aussi engager leurs propres ressources dans l'éducation des communautés qui les entourent de même qu'investir dans des infrastructures de contrôle de la pollution pour la communauté.

En ce qui concerne les politiques et directives promulguées par la Chine et liées à la RSE, les principales sont : les Avis 1-15, l'Instruction 1-2 et l'Annonce 1 sont adressés à la fois aux entreprises d'État et aux entreprises privées en 2007. Elles étaient peu nombreuses et toutes étaient principalement des politiques touchant à la révolution agraire en Chine. Ensuite, en 2010, sont émis les Avis 1 à 45, les Avis 1 à 3 et les Critères d'entrée 1 aux entreprises d'État et aux entreprises privées. Ils traitaient surtout de l'administration des médicaments et, en général, de la fabrication. Enfin, en 2017, sont arrivés l'Avis 39-90, Détails de mise en œuvre 1-3, Mesures administratives 1-3, Condition de normalité 1-5, Instruction 1-7, Critères d'entrée 1-6 et Annonce 1-7 qui concernaient toutes les industries susmentionnées de l'agriculture et de la fabrication. Cependant, l'accent est maintenant mis sur le divertissement et la culture qui sont principalement alignés sur les technologies de l'information.

Il est donc clair que le nombre de politiques et lignes directrices du gouvernement chinois relatives à la RSE a augmenté au fil des ans. Ces dernières se sont alignées à chaque étape de développement économique qui a eu lieu en Chine, c'est-à-dire de l'agriculture à l'industrie en passant par la technologie de l'information. De plus, la manière dont le gouvernement s'est comporté en matière de droits et de politiques concernant la RSE a changé. Elle s'aligne sur la théorie TBL dans la mesure où les questions de RSE touchent aux piliers économiques, sociaux et environnementaux ou aux piliers Personnes, Planète et Profit de la maquette. De manière plus importante, nous remarquons la coïncidence avec la théorie de la métagouvernance. Cette théorie épouse le paradigme coordonné de la gouvernance par la création et la gestion conséquente d'une combinaison efficace et transparente de systèmes de marché hiérarchiques et de réseau pour finalement obtenir les meilleurs résultats par les responsables des Affaires des entreprises d'État (Meuleman, 2008). En outre, elle recherche une action et un système collaboratifs et interdépendants entre le gouvernement, les acteurs politiques et les décideurs pour proposer des interventions et des politiques gouvernementales qui orientent le fonctionnement des autres entreprises d'État ou organismes privés.

B. Lien entre les politiques gouvernementales et les résultats en matière de RSE.

La préoccupation thématique suivante se veut un examen du lien entre les politiques gouvernementales et les résultats en matière de RSE dans les entreprises d'État et les entreprises privées en Chine d'une manière presque comparative. Pour ce faire, l'analyse de cas de quatre entreprises en Chine, deux entreprises d'État et deux privées est réalisée sur le plan des relations avec les lois et politiques et sur le comment cela a affecté leurs activités de RSE. Les quatre sociétés sont Sinopec Group (fabrication, propriété de l'État) ; Banque agricole de Chine (financier, propriété de l'État), Huawei (technologie, privée) et Alibaba Group (commerce électronique, privé)

ANNEXE C

[LOIS ET POLITIQUES AU Canada]

A. Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes

En droit canadien, il n'y a pas de loi spéciale sur la responsabilité sociale des entreprises. L'orientation et les lignes directrices propres à l'industrie sont plutôt données sur le site Web du gouvernement.

Le gouvernement fédéral a lancé la stratégie de RSE en mars 2009 afin de renforcer les atouts du Canada, et, dans un premier temps, visait l'industrie minière. En 2010, il a alors édicté un projet de loi sur le droit minier : Le projet de loi C-300 (2009) sur la responsabilité

des sociétés à l'égard de leurs activités minières, pétrolières ou gazières dans les pays en développement, expliqué en trois parties dans le Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes (2014).

La première partie du Guide définit ce qu'est la RSE et explique pourquoi cette dernière est si importante. La deuxième partie fournit des conseils précis sur la façon dont l'entreprise pourrait développer le cadre et sur la mise en œuvre de la RSE. La troisième partie explique les problèmes que les entreprises peuvent rencontrer et les moyens de les résoudre, de même que la façon de se connecter avec la loi.

B. Le contenu détaillé en rapport avec la loi

On peut comprendre que Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) sont l'un des régulateurs de la gouvernance d'entreprise.

La Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers (LCAPE) (2013) sont là pour assurer la performance et les objectifs de mise en œuvre de la RSE par les entreprises canadiennes.

Certaines lois internationales importantes génèrent un impact profond sur le développement de la RSE des entreprises canadiennes. Par exemple, la Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (2012); la Loi anticorruption du Royaume-Uni (2010); la directive, assortie de mesures de l'Union européenne (UE) en vue d'obtenir de la transparence et d'encourager les activités commerciales durables chez les multinationales (exploitation minière, pétrolière et gazière, et foresterie) (2013) et l'Alien Tort Claims Act (1978).

ANNEXE D
[Nations Unies, 2011]

A. Principes directeurs des Nations Unies (entreprise et droits de l'homme)

	<i>Element of CSR</i>	<i>Source of guidance</i>	<i>Code</i>
Internal aspects			
	Written policies on non-discrimination in the workplace	UN Universal Declaration of Human Rights, 1948	Non-discrimination
	Equal opportunities statements and implementation plans	ILO Conventions 100, 110 and 111	Equal opportunities
	Statement on normal working hours, maximum overtime and fair wage structures	ILO Conventions 1, 30 and 47	Fair wages
	Staff development, in-house education and vocational training	UNESCO Project on Technical and Vocational Education (UNEVOC)	Vocational education
	The right of freedom of association, collective bargaining and complaints procedures	ILO Convention 98	Association
	The protection of human rights within the company's own operations	UN Global Compact	Human rights 1
External aspects			
	Policy on labour standards adopted by suppliers in developing countries	ILO International Labour Standards Convention, 144	Labour standards
	Policy on restrictions on the use of child labour by suppliers	International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC)	Child labour
	Commitment to the protection of human rights in the company's sphere of influence	UN Global Compact	Human rights 2
	Inspection of suppliers' facilities for health, safety and environmental aspects	ILO Working Environment Convention, 148	Suppliers
	Commitment to local community protection and engagement	UNESCO World Heritage Initiative	Local protection
	Policy on responding to stakeholders including procedures for the resolution of complaints	Industry best practice	Stakeholder 1
	Policies on fair trade, equitable trade and end-price auditing	Ethical Trading Initiative	Fair trade
	Policies on the protection of indigenous populations and their rights	ILO Indigenous and Tribal Populations Convention, 169	Indigenous people
	Code of ethics (including bribery and corruption)	Transparency International	Ethics
Accountability			
	Commitment to reporting on corporate social responsibility and/or sustainable development	Global Reporting Initiative	Reporting
	Policies and procedures for engaging a wide range of stakeholders in two-way dialogue	Industry best practice, AA1000 standard	Stakeholder 2
Citizenship			
	Direct support for third-party social and sustainable development-related initiatives	Industry best practice	Third parties
	Educational programmes for the promotion of corporate citizenship	Industry best practice	Education
	External campaign programmes for raising social and sustainable development issues	Activities of 'leading-edge' companies	Campaigns

ANNEXE E
[QUESTIONNAIRES DE RECHERCHES ANTÉRIEURES]

Corporate Social Responsibility in Europe, North America and Asia.

R. Welford - The Journal of Corporate Citizenship, 2005 – JSTOR

A. Questionnaire de Popescu

From An Exploratory Study Based on a Questionnaire Concerning Green and Sustainable Finance, Corporate Social Responsibility, and Performance: Evidence from the... C.R.G.

Popescu, G.N. Popescu - Journal of Risk and Financial Management, 2019

Survey

1.) Do you wish to participate in this survey?

Please tick *only one* answer.

- Yes
- No

Note: If the answer is no, the respondent is forwarded to the conclusion.

2.) How old are you?

Please tick *only one* answer.

- | | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> less than 18 | <input type="checkbox"/> 36-40 | <input type="checkbox"/> 56-60 |
| <input type="checkbox"/> 18-24 | <input type="checkbox"/> 41-45 | <input type="checkbox"/> 61-65 |
| <input type="checkbox"/> 25-30 | <input type="checkbox"/> 46-50 | <input type="checkbox"/> 66-70 |
| <input type="checkbox"/> 31-35 | <input type="checkbox"/> 51-55 | <input type="checkbox"/> 70+ |

3.) What is your gender?

Please tick *only one* answer.

- Female
- Male

4.) What is your level of education?

Please tick *only one* answer.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Professional training | <input type="checkbox"/> Masters or equivalent |
| <input type="checkbox"/> Technical training | <input type="checkbox"/> PhD |
| <input type="checkbox"/> Bachelor or equivalent | <input type="checkbox"/> Other |

5.) What is your career level at the current place of work?

Please tick *only one* answer.

- | | | |
|-----------------------------------|---|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Intern | <input type="checkbox"/> Upper-level management | <input type="checkbox"/> Independent |
| <input type="checkbox"/> Employee | <input type="checkbox"/> CEO/Owner | <input type="checkbox"/> Volunteer |
| <input type="checkbox"/> Manager | <input type="checkbox"/> Retired, continuing work as a part-time employee | |

6.) What is your monthly gross income?

Please tick *only one* answer.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> I don't want to offer a response to this question | <input type="checkbox"/> 1501-3000 Ron |
| <input type="checkbox"/> I don't have any income, since I am currently offering my services on a volunteer basis in this organization | <input type="checkbox"/> 3001-5000 Ron |
| <input type="checkbox"/> Under 900 Ron | <input type="checkbox"/> 5001-6000 Ron |
| <input type="checkbox"/> 901-1500 Ron | <input type="checkbox"/> Over 6001 Ron |

7.) How long have you been working in this organization?

Please tick *only one* answer.

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Currently, I am in the trial period | <input type="checkbox"/> Between 5 year and 10 years |
| <input type="checkbox"/> Less than 6 month, but not in the trial period | <input type="checkbox"/> Between 10 year and 15 years |
| <input type="checkbox"/> Between 6 month and 1 year | <input type="checkbox"/> Between 15 year and 20 years |
| <input type="checkbox"/> Between 1 year and 5 years | <input type="checkbox"/> More than 20 years |

8.) Where is your current place of work located on the Romanian territory?

Please tick *only one* answer.

- | | |
|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Bucharest | <input type="checkbox"/> South-East |
| <input type="checkbox"/> Center | <input type="checkbox"/> South-Muntenia |
| <input type="checkbox"/> North-East | <input type="checkbox"/> South-West |
| <input type="checkbox"/> North-West | <input type="checkbox"/> West |

9.) Are you aware of the term Corporate Social Responsibility?

Please tick *only one* answer.

- Yes
 No

Note: If the answer is no, the respondent is forwarded to the conclusion.

10.) Are you aware of the term Intellectual Capital?

Please tick *only one* answer.

- Yes
 No

Note: If the answer is no, the respondent is forwarded to the conclusion.

11.) How important is it for you, as an employee, that companies, in general, operate on a socially responsible level?

Please tick *only one* answer.

- Not important at all
 Not very important
 Indifferent
 Important
 Extremely important

12.) How important is it for you, as an employee, that the organization in which you are currently working operate on a socially responsible level?

Please tick *only one* answer.

- Not important at all
 Not very important
 Indifferent
 Important
 Extremely important

13.) In the situation in which you would be currently seeking for a job, would you prefer to work for a socially responsible organization?

Please tick *only one* answer.

- Yes
 No

14.) Has the organization in which you are currently working included, among its objectives, the concern towards corporate social responsibility?

Please tick *only one* answer.

At present, the organization is implementing a set of objectives targeting actions specific to corporate social responsibility

- Yes
 No

15.) In the situation in which at the question above the answer is either yes or currently a set of corporate social responsibility rules under implementation, which is the main domain, targeted by your company in terms of corporate social responsibility activities?

Please tick only one answer.

- | | | | |
|---|--|------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Labor market | <input type="checkbox"/> Human resources | <input type="checkbox"/> Culture | <input type="checkbox"/> Green marketing |
| <input type="checkbox"/> Human rights | <input type="checkbox"/> Financial resources | <input type="checkbox"/> Sports | <input type="checkbox"/> Intellectual capital |
| <input type="checkbox"/> Environmental protection | <input type="checkbox"/> Sustainable development | <input type="checkbox"/> Education | <input type="checkbox"/> Innovation and creativity |
| <input type="checkbox"/> Technological progress | <input type="checkbox"/> Communities' lives | <input type="checkbox"/> Health | <input type="checkbox"/> Social problems |

16.) In the situation in which at Question number 14 the answer is either yes or currently a set of corporate social responsibility rules under implementation, give points for each criteria described below reflecting its importance for your company:

Please rank these criterions in the order of their importance, using the following scale: 1—very important; 2—important; 3—somewhat important; 4—undecided; 5—somewhat unimportant; 6—unimportant; 7—very unimportant.

Corporate social responsibility criteria:

- Promoting high ethical standards in business;
- Informing constantly the shareholders about the organization's business model, vision, objectives and steps taken for acquiring better corporate social responsibility knowledge;
- Informing constantly the stakeholders about the organization's business model, vision, objectives and steps taken for acquiring better corporate social responsibility knowledge;
- Being competitive and seeking competitive and diversity advantages by respecting high ethical, economic, juridical and legal standards;
- Being honest in the relationships with the competitors;
- Being honest in the relationships with the authorities;
- Paying taxes and respecting the legal framework of the business environment where activating;
- Being honest in the relationships with the local communities;
- Ensuring the safety and health of employees;
- Ensuring high quality working conditions for employees;
- Protecting employees' rights;
- Promoting employees' diversity concerning gender, religion, (...);
- Creating and promoting programs to prevent employee discrimination;
- Employing people with disabilities in order to offer equal working chances;
- Developing training programs for the unemployed and recruiting future employees among the trainees;
- Implementing strategies capable to measure and to assess intellectual capital;
- Promoting consumer protection and rights;
- Solving customer questions and showing constant respect for consumer suggestions;
- Developing customer education programs;
- Implementing strategies capable to help investigate consumer satisfaction;
- Monitoring closely green promotional actions;

- Improving quality control systems;
- Providing important data for green and sustainable packaging and labeling of products;
- Closely monitoring suppliers, in order to select the trustworthy ones, those sharing the same vision concerning a sustainable, efficient, responsible and reliable business model;
- Supporting charities and being part in charitable actions and events;
- Participating in the protection of the environment and promotion of biodiversity;
- Supporting art, educational institutions, health, medicine;
- Creating and supporting programs to help the elderly;
- Supporting urban renewal and reconstruction;
- Participating in the creation process of programs for crime prevention and abuse prevention;

17.) Has the organization in which you are currently working included, among its objectives, the concern towards intellectual capital?

Please tick *only one* answer.

At present, the organization is implementing a set of objectives targeting actions specific to intellectual capital

- Yes
- No

18.) In the situation in which at the question above the answers are either yes or currently a set of intellectual capital rules under implementation, which of the following statements reflects best your organization's vision and perception towards intellectual capital:

Please rank these statements in the order of their importance, using the following scale: 1—very important; 2—important; 3—somewhat important; 4—undecided; 5—somewhat unimportant; 6—unimportant; 7—very unimportant

- Knowledge circulates at every level of a business, either at the human resources level, structural or at the clients' level.
- Knowledge represents one of the main assets of an organization.
- Human resources represent one of the main assets of an organization.
- Intellectual capital represents one of the main assets of an organization.
- Intellectual capital offers competitive advantages for an organization.
- Intellectual capital offers diversity advantages for an organization.
- The intellectual capital possessed by the organization must be well managed.
- The intellectual capital possessed by the organization must be measured.
- The organization does not possess all the necessary tools in order to measure its intellectual capital by using financial and economic analysis.
- The intellectual capital possessed by the organization must be properly exploited in order to enhance success on the marketplace.

24.) In the situation in which at Question number 21 the answer is yes, does your organization publish any data concerning the corporate social responsibility involvement in programs/projects?

Please tick *only one* answer.

- Yes
- No

Note: If the answer is yes, the respondent is asked to state where the organization publishes this type of information.

Please tick *one or more* answers, as fits the case.

- On-line, directly on the web page of the organization, visible to public
- On-line, visible only internally, from the intranet space
- Printed documents, published by the organization, mainly distributed to competent authorities, stakeholders, shareholders, business partners, employees, and clients
- Information notes and other documentation, specially prepared for mass-media
- Social Reports
- Annual Reports
- Annual Strategic Reports for Sustainable Development
- Integrated (Consolidated) Annual Reports
- Corporate Social Responsibility Reports
- Sustainable Development Reports
- Sustainable Development and Equal Opportunities Reports
- Others

25.) In the situation in which at Question number 21 the answer is no, would you be interested to get involved in future in social responsibility activities?

Please tick *only one* answer.

- Yes
- Maybe
- It is highly unlikely to do this
- No

26.) Has the organization in which you are working ever financed or supported projects promoting any type of corporate social responsibility?

Please tick *only one* answer.

- Yes
- No

Note: If the answer is yes, please state the number projects in which your organization was involved.

27.) In the situation in which at the question above the answer is yes, in which category of corporate social responsibility program/project it could be placed:

Please tick *only one* answer.

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Ethical responsibility | <input type="checkbox"/> Philanthropically responsibility |
| <input type="checkbox"/> Volunteering in the community | <input type="checkbox"/> Promoting a specific cause |
| <input type="checkbox"/> Social marketing | <input type="checkbox"/> Business practices based on social responsibility norms |
| <input type="checkbox"/> Economic responsibility | <input type="checkbox"/> Legal responsibility |

28.) In the situation in which at Question number 26 the answer is no, will your organization be interested to get involved in future in corporate social responsibility activities?

Please tick *only one* answer.

- Yes

— 11 —

- I don't know
- No

29.) Which of the following options offer, in your opinion, the best definition for corporate social responsibility?

Please tick *only one answer*.

- Addresses the expectations of stakeholders, as part of the strategic management plan;
- Addresses the expectations of shareholders, as part of the strategic management plan;
- Represents the form in which the organizations' image can be improved in the eyes of public and an alternative to promote the organizations' image at a larger scale;
- Makes environmental efforts and shows respect for environment standards;
- Supports philanthropically practices, by donating money, products or services to social causes and nonprofit organizations;
- Protects the public interest, by putting people first on the working agenda;
- Shows strong working ethics;
- Is inclined towards ethical labor practices, by treating employees fairly and supporting;
- Encourages making good deeds without expecting anything in return, thus volunteering to commit to certain causes in the benefit of the communities;
- Is a tool capable to aid organizations to be sustainable, by being financially secure, minimizing negative environmental impacts and acting according to communities expectations;
- Represents an instrument capable to determine the manner in which organizations are capable to reach the social and environmental standards, without compromising their performance, productivity and competitiveness;
- Is a framework capable to measure and report corporate performance;
- Empowers organizations to gain competitive advantages by using intellectual capital as part of organizations' strategy;

30.) Which of the following components would you agree to be connected with corporate social responsibility?

Please use the following scale: 1—strongly agree, 2—agree, 3—agree somewhat; 4—undecided, 5—disagree somewhat; 6—disagree; 7—strongly disagree.

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Good governance | <input type="checkbox"/> Eco-efficiency |
| <input type="checkbox"/> Gender balance | <input type="checkbox"/> Respect for human rights |
| <input type="checkbox"/> Environment protection | <input type="checkbox"/> Responsible production |
| <input type="checkbox"/> Sustainable performance | <input type="checkbox"/> Stakeholder engagement |
| <input type="checkbox"/> Correct labor standards | <input type="checkbox"/> Responsible working conditions |
| <input type="checkbox"/> Sustainable employer and employees relations | <input type="checkbox"/> Sustainable employees and community relations |
| <input type="checkbox"/> Intellectual capital | <input type="checkbox"/> Shareholder engagement |
| <input type="checkbox"/> Anti-corruption measures | <input type="checkbox"/> Social and gender equity |
| <input type="checkbox"/> Sustainable productivity | <input type="checkbox"/> Environmental and social performance |

31.) Constant corporate social responsibility activities may bring a variety of benefits for the organizations. Which of the following elements represent competitive advantages for organizations acting in favor of corporate social responsibility activities?

Please use the following scale: 1—strongly agree, 2—agree, 3—agree somewhat; 4—undecided, 5—disagree somewhat; 6—disagree; 7—strongly disagree.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Enhanced consumer loyalty | <input type="checkbox"/> Profitability |
| <input type="checkbox"/> Improved products and services quality | <input type="checkbox"/> Added value |
| <input type="checkbox"/> Efficient human resources actions | <input type="checkbox"/> Maximizing performance |
| <input type="checkbox"/> Increased intellectual capital value | <input type="checkbox"/> Maximizing growth |
| <input type="checkbox"/> Taking better decisions | <input type="checkbox"/> Increased sales |
| <input type="checkbox"/> Acting more cautiously while managing risks | <input type="checkbox"/> Increased profit |
| <input type="checkbox"/> Improved brand image | <input type="checkbox"/> Enhancing productivity |
| <input type="checkbox"/> Improved reputation | <input type="checkbox"/> Effectiveness |
| <input type="checkbox"/> Operational cost savings | <input type="checkbox"/> Enhanced cooperation |

32.) Choose the domain where you believe Romanian organizations should get more involved in the near future, in terms of corporate social responsibility actions:

Please tick only one answer.

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Human rights | <input type="checkbox"/> Animal rights |
| <input type="checkbox"/> Sustainable environment | <input type="checkbox"/> Sustainable employment |
| <input type="checkbox"/> Education | <input type="checkbox"/> Sports |
| <input type="checkbox"/> Research | <input type="checkbox"/> Innovation |
| <input type="checkbox"/> Bio-technology | <input type="checkbox"/> Bio-economics |
| <input type="checkbox"/> Culture | <input type="checkbox"/> Rural development |
| <input type="checkbox"/> Health | <input type="checkbox"/> Intelligent system creation |
| <input type="checkbox"/> Human capital | |

Source: Authors' contribution.

ANNEXE F
[QUESTIONNAIRES UTILISÉS]

A. Questionnaire en français

Un formulaire de consentement vous a été envoyé de façon séparée par courriel. En répondant « oui » à la question 1 ci-dessous, vous exprimez votre consentement à répondre de façon éclairée au questionnaire, suite aux informations reçues dans le courriel.

* 1. Consentez-vous de façon éclairée à répondre à ce questionnaire

oui

non

2. Perception de la responsabilité sociale des organisations. Veuillez répondre selon l'échelle suggérée

	totalement en désaccord	plutôt en désaccord	neutre	plutôt d'accord	totalement d'accord	je ne sais pas
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	<input type="radio"/>					
Mon organisation est socialement responsable.	<input type="radio"/>					
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	<input type="radio"/>					
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	<input type="radio"/>					
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	<input type="radio"/>					
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	<input type="radio"/>					
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	<input type="radio"/>					
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	<input type="radio"/>					
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	<input type="radio"/>					
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	<input type="radio"/>					
Être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	<input type="radio"/>					

3. Mon année de naissance est

4. Mon pays de résidence est:

Chine

Canada

Autre (veuillez préciser)

5. Je me définis comme

un femme

un homme

autre (spécifiez)

6. Niveau d'éducation en termes d'années après la maternelle (par exemple, les personnes qui ont un baccalauréat universitaire ont étudié 16 ans)

7. Selon vous, qu'est-ce que la responsabilité sociale des organisations?

B. Questionnaire en anglais

A survey of the social responsibility perception

A consent form has been sent to you separately by email. By answering "yes" to question 1 below, you express your consent to respond in an informed manner to the questionnaire, following the information received in the email.

* 1. Do you give your informed consent to complete this questionnaire?

Yes

No

2. Perception of Social Responsibility of organizations. Please answer the question below using the proposed scale

	Totally disagree	Mostly disagree	Neutral	Mostly agree	Totally agree	N/A
I have a good knowledge of what is Social Responsibility.	<input type="radio"/>					
My country encourages organizations to be socially responsible.	<input type="radio"/>					
My organization encourages employees to be socially responsible.	<input type="radio"/>					
It is important that my organization be socially responsible.	<input type="radio"/>					
My organization is socially responsible.	<input type="radio"/>					
If I was looking for a job, I would prefer to work for a socially responsible organization.	<input type="radio"/>					

My government should push more the social responsibility standards.	<input type="radio"/>					
My organization promotes high ethical standards.	<input type="radio"/>					
My organization has a program to avoid discrimination.	<input type="radio"/>					
My organization respects the consumer rights.	<input type="radio"/>					
My organization promotes protecting the environment.	<input type="radio"/>					
My organization would not be socially responsible if this were not required by the government.	<input type="radio"/>					
I mostly buy products from socially responsible companies.	<input type="radio"/>					
Being socially responsible is a way to get good financial results.	<input type="radio"/>					

3. My year of birth is:

4. My country of residence is:

China

Canada

Other (please specify)

5. My gender is

Female

Male

Other (please specify)

6. Level of education in years after kindergarten:

(for example, people who have a bachelor's degree have studied 16 years)

7. For you, what is the social responsibility of organizations?

C. Questionnaire en mandarin

对加拿大和中国组织的社会责任认知调查

同意书已通过电子邮件单独发送给您。对下面的问题 1 回答“是”，即表示您同意按照电子邮件中收到的信息以知情的方式回答问卷。

1. 您是否知情同意填写此问卷？

是的

不

2. 公司组织的社会责任感

	完全不 同意	大多不 同意	中立	大都同 意	完全同 意	不适用
我对什么是社会责任有很好的了解。	<input type="radio"/>					
我的国家鼓励企业组织履行社会责任	<input type="radio"/>					
我的公司组织鼓励员工履行社会责任。	<input type="radio"/>					
我的公司组织履行社会责任这一点非常重要。	<input type="radio"/>					
我的公司组织是具有社会责任感的。	<input type="radio"/>					
如果我正在寻找工作，我更喜欢为一个具有社会责任感的公司组织工作。	<input type="radio"/>					
我国政府应该进一步推进社会责任标准。	<input type="radio"/>					

我的公司组织提倡高道德标准。	<input type="radio"/>					
我的公司组织有一个避免歧视的规章制度。	<input type="radio"/>					
我的公司组织尊重消费者权益。	<input type="radio"/>					
我的公司组织提倡保护环境。	<input type="radio"/>					
如果政府不要求，我的公司组织将不承担社会责任。	<input type="radio"/>					
我主要从具有社会责任的公司购买产品。	<input type="radio"/>					
履行社会责任是获得良好财务业绩的一种方法。	<input type="radio"/>					

3. 我的出生年份是：

4. 我居住的国家/地区是：

中国

加拿大

其它

5. 我的性别是：

女性

男性

其它

6. 在幼儿园之后的教育等级年份是多少年
(例如, 具有大学本科学历的人的教育等级年份是16年)

7. 对您来说, 公司组织的社会责任是什么?

ANNEXE G

	t-test for Equality of Means			China			Canada			Levene's Equality Var		
	t	df	Sig (2tails)	N	Mean	Std. Deviation	N	Mean	Std. Deviation	F	Sig.	
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	a	-.718	167.040	.474	114	4.34	1.13	57	4.44	0.63	6.339	.013
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	b	4.036	88.892	.000	115	4.76	0.68	57	4.21	0.90	10.131	.002
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	c	2.250	170	.026	115	4.63	0.83	57	4.32	0.89	1.718	.192
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	d	.027	170	.979	115	4.63	0.75	57	4.63	0.70	.024	.878
Mon organisation est socialement responsable.	e	1.831	189	.105	114	4.64	0.80	57	4.42	0.89	2.164	.143
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	f	.861	97.005	.391	115	4.67	0.80	57	4.54	0.95	4.879	.029
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	g	1.369	103.553	.174	115	4.67	0.76	57	4.49	0.83	3.954	.048
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	h	.368	170	.713	115	4.50	0.83	57	4.46	0.76	.063	.802
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	i	-2.403	153.467	.017	115	4.13	1.25	56	4.52	0.83	11.016	.001
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	j	.490	170	.625	115	4.63	0.82	57	4.56	0.80	.971	.326
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	k	2.823	87.556	.006	115	4.67	0.75	57	4.25	1.01	12.010	.001
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	l	-1.617	170	.108	115	2.18	1.59	57	2.58	1.35	.968	.327
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	m	6.027	94.295	.000	115	4.31	0.90	57	3.30	1.10	5.200	.024
Être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	n	3.911	92.179	.000	115	4.29	0.92	57	3.60	1.16	4.828	0.029

[RÉSULTATS DE SPSS]

A. Résultats détaillés pour les Canadiens

Statistics

		Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Mon organisation est socialement responsable.	Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.
N	Valid	57	57	57	57	57
	Missing	0	0	0	0	0
Mean		4.21	4.32	4.63	4.42	4.54
Median		4.00	5.00	5.00	5.00	5.00
Mode		5	5	5	5	5
Std. Deviation		.901	.890	.698	.885	.946

Statistics

		Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	Mon organisation promeut la protection de l'environnement.
N	Valid	57	57	56	57	57
	Missing	0	0	1	0	0
Mean		4.49	4.46	4.52	4.56	4.25
Median		5.00	5.00	5.00	5.00	5.00
Mode		5	5	5	5	5
Std. Deviation		.826	.758	.831	.802	1.005

Statistics

		Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement	J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Mon année de naissance est	Mon pays de résidence est:
N	Valid	57	57	57	57	57
	Missing	0	0	0	0	0
Mean		2.58	3.30	3.60		2.00
Median		2.00	3.00	4.00		2.00
Mode		2	4	4		2
Std. Deviation		1.349	1.101	1.163		.000

Statistics

		genre	Niveau d'éducation
N	Valid	57	56
	Missing	0	1
Mean		1.61	18.43
Median		2.00	18.00
Mode		2	18
Std. Deviation		.491	2.255

Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalement en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
plutôt en désaccord	2	3.5	3.5	5.3
neutre	6	10.5	10.5	15.8
plutôt d'accord	23	40.4	40.4	56.1
totalement d'accord	25	43.9	43.9	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalement en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
plutôt en désaccord	2	3.5	3.5	5.3
neutre	4	7.0	7.0	12.3
plutôt d'accord	21	36.8	36.8	49.1
totalement d'accord	29	50.9	50.9	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid				
plutôt en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
neutre	3	5.3	5.3	7.0
plutôt d'accord	13	22.8	22.8	29.8
totalelement d'accord	39	68.4	68.4	98.2
je ne sais pas	1	1.8	1.8	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation est socialement responsable.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid				
totalelement en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
plutôt en désaccord	2	3.5	3.5	5.3
neutre	2	3.5	3.5	8.8
plutôt d'accord	20	35.1	35.1	43.9
totalelement d'accord	31	54.4	54.4	98.2
je ne sais pas	1	1.8	1.8	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid plutôt en désaccord	3	5.3	5.3	5.3
neutre	6	10.5	10.5	15.8
plutôt d'accord	8	14.0	14.0	29.8
totalelement d'accord	37	64.9	64.9	94.7
je ne sais pas	3	5.3	5.3	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid plutôt en désaccord	2	3.5	3.5	3.5
neutre	4	7.0	7.0	10.5
plutôt d'accord	17	29.8	29.8	40.4
totalelement d'accord	32	56.1	56.1	96.5
je ne sais pas	2	3.5	3.5	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid plutôt en désaccord	2	3.5	3.5	3.5
neutre	2	3.5	3.5	7.0
plutôt d'accord	22	38.6	38.6	45.6
totalelement d'accord	30	52.6	52.6	98.2
je ne sais pas	1	1.8	1.8	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalelement en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
plutôt en désaccord	1	1.8	1.8	3.6
neutre	3	5.3	5.4	8.9
plutôt d'accord	14	24.6	25.0	33.9
totalelement d'accord	37	64.9	66.1	100.0
Total	56	98.2	100.0	
Missing System	1	1.8		
Total	57	100.0		

Mon organisation respecte les droits des consommateurs.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid plutôt en désaccord	1	1.8	1.8	1.8
neutre	5	8.8	8.8	10.5
plutôt d'accord	15	26.3	26.3	36.8
totalelement d'accord	33	57.9	57.9	94.7
je ne sais pas	3	5.3	5.3	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation promeut la protection de l'environnement.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid plutôt en désaccord	6	10.5	10.5	10.5
neutre	5	8.8	8.8	19.3
plutôt d'accord	15	26.3	26.3	45.6
totalelement d'accord	31	54.4	54.4	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalement en désaccord	13	22.8	22.8	22.8
plutôt en désaccord	21	36.8	36.8	59.6
neutre	7	12.3	12.3	71.9
plutôt d'accord	10	17.5	17.5	89.5
totalement d'accord	5	8.8	8.8	98.2
je ne sais pas	1	1.8	1.8	100.0
Total	57	100.0	100.0	

J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalement en désaccord	3	5.3	5.3	5.3
plutôt en désaccord	12	21.1	21.1	26.3
neutre	14	24.6	24.6	50.9
plutôt d'accord	21	36.8	36.8	87.7
totalement d'accord	7	12.3	12.3	100.0
Total	57	100.0	100.0	

etre socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid totalement en désaccord	3	5.3	5.3	5.3
plutôt en désaccord	8	14.0	14.0	19.3
neutre	12	21.1	21.1	40.4
plutôt d'accord	20	35.1	35.1	75.4
totalement d'accord	14	24.6	24.6	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon année de naissance est

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid	3	5.3	5.3	5.3
1960	1	1.8	1.8	7.0
1964	3	5.3	5.3	12.3
1965	1	1.8	1.8	14.0
1968	1	1.8	1.8	15.8
1969	3	5.3	5.3	21.1
1970	3	5.3	5.3	26.3
1973	3	5.3	5.3	31.6
1974	3	5.3	5.3	36.8
1975	7	12.3	12.3	49.1
1976	5	8.8	8.8	57.9
1977	1	1.8	1.8	59.6
1978	2	3.5	3.5	63.2
1980	5	8.8	8.8	71.9
1981	5	8.8	8.8	80.7
1982	2	3.5	3.5	84.2
1983	1	1.8	1.8	86.0
1987	1	1.8	1.8	87.7
1988	4	7.0	7.0	94.7
1989	1	1.8	1.8	96.5
1990	1	1.8	1.8	98.2
1995	1	1.8	1.8	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Mon pays de résidence est:

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid 2	57	100.0	100.0	100.0

genre

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid femme	22	38.6	38.6	38.6
homme	35	61.4	61.4	100.0
Total	57	100.0	100.0	

Niveau d'éducation

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
Valid 13	1	1.8	1.8	1.8
14	1	1.8	1.8	3.6
16	8	14.0	14.3	17.9
17	3	5.3	5.4	23.2
18	24	42.1	42.9	66.1
19	6	10.5	10.7	76.8
20	6	10.5	10.7	87.5
21	2	3.5	3.6	91.1
22	2	3.5	3.6	94.6
24	1	1.8	1.8	96.4
25	2	3.5	3.6	100.0
Total	56	98.2	100.0	
Missing System	1	1.8		
Total	57	100.0		

B. Résultats détaillés pour les Chinois

Group Statistics

	Mon pays de résidence est:	N	Mean	Std. Deviation
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	Chine	114	4.34	1.128
	2	57	4.44	.627
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Chine	115	4.76	.683
	2	57	4.21	.901
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Chine	115	4.63	.832
	2	57	4.32	.890
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Chine	115	4.63	.753
	2	57	4.63	.698
Mon organisation est socialement responsable.	Chine	114	4.64	.800
	2	57	4.42	.885
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	Chine	115	4.67	.803
	2	57	4.54	.946
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Chine	115	4.67	.758
	2	57	4.49	.826
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	Chine	115	4.50	.831
	2	57	4.46	.758
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	Chine	115	4.13	1.253
	2	56	4.52	.831

Group Statistics

	Mon pays de résidence est:	Std. Error Mean
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	Chine 2	.106 .083
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Chine 2	.064 .119
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Chine 2	.078 .118
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Chine 2	.070 .092
Mon organisation est socialement responsable.	Chine 2	.075 .117
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	Chine 2	.075 .125
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Chine 2	.071 .109
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	Chine 2	.078 .100
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	Chine 2	.117 .111

Group Statistics

	Mon pays de résidence est:	N	Mean	Std. Deviation
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	Chine	115	4.63	.821
	2	57	4.56	.802
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	Chine	115	4.67	.746
	2	57	4.25	1.005
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	Chine	115	2.18	1.587
	2	57	2.58	1.349
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	Chine	115	4.31	.902
	2	57	3.30	1.101
etre socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Chine	115	4.29	.925
	2	57	3.60	1.163
Mon année de naissance est	Chine	109	1982.74	6.503
	2	54	1976.78	7.396
genre	Chine	115	1.69	.466
	2	57	1.61	.491
Niveau d'éducation	Chine	112	16.70	1.665
	2	56	18.43	2.255

Group Statistics

	Mon pays de résidence est:	Std. Error Mean
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	Chine	.077
	2	.106
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	Chine	.070
	2	.133
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	Chine	.148
	2	.179
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	Chine	.084
	2	.146
etre socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Chine	.086
	2	.154
Mon année de naissance est	Chine	.623
	2	1.007
genre	Chine	.043
	2	.065
Niveau d'éducation	Chine	.157
	2	.301

Independent Samples Test

		Levene's Test for Equality of Variances		t-test for Equality of
		F	Sig.	t
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	Equal variances assumed	6.339	.013	-.601
	Equal variances not assumed			-.718
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Equal variances assumed	10.131	.002	4.425
	Equal variances not assumed			4.036
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Equal variances assumed	1.718	.192	2.250
	Equal variances not assumed			2.199
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Equal variances assumed	.024	.878	-.027
	Equal variances not assumed			-.028
Mon organisation est socialement responsable.	Equal variances assumed	2.164	.143	1.631
	Equal variances not assumed			1.576
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	Equal variances assumed	4.879	.029	.910
	Equal variances not assumed			.861
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Equal variances assumed	3.954	.048	1.410
	Equal variances not assumed			1.369

Independent Samples Test

		t-test for Equality of Means		
		df	Sig. (2-tailed)	Mean Difference
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	Equal variances assumed	169	.549	-.096
	Equal variances not assumed	167.040	.474	-.096
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Equal variances assumed	170	.000	.546
	Equal variances not assumed	88.892	.000	.546
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Equal variances assumed	170	.026	.310
	Equal variances not assumed	105.362	.030	.310
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Equal variances assumed	170	.979	.003
	Equal variances not assumed	119.736	.978	.003
Mon organisation est socialement responsable.	Equal variances assumed	169	.105	.219
	Equal variances not assumed	102.544	.118	.219
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	Equal variances assumed	170	.364	.126
	Equal variances not assumed	97.005	.391	.126
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Equal variances assumed	170	.160	.178
	Equal variances not assumed	103.553	.174	.178
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	Equal variances assumed	170	.713	.048
	Equal variances not assumed	121.502	.704	.048
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	Equal variances assumed	169	.037	-.387
	Equal variances not assumed	153.467	.017	-.387
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	Equal variances assumed	170	.625	.065
	Equal variances not assumed	114.186	.622	.065

Independent Samples Test

		t-test for Equality of Means		
		Std. Error Difference	95% Confidence Interval of the Difference	
			Lower	Upper
J'ai une bonne connaissance de ce qu'est la responsabilité sociale des organisations.	Equal variances assumed	.161	-.414	.221
	Equal variances not assumed	.134	-.362	.169
Mon pays encourage les organisations à être socialement responsables.	Equal variances assumed	.123	.302	.790
	Equal variances not assumed	.135	.277	.815
Mon organisation encourage les employés à être socialement responsables.	Equal variances assumed	.138	.038	.583
	Equal variances not assumed	.141	.031	.590
Il est important pour moi que mon organisation soit socialement responsable.	Equal variances assumed	.119	-.232	.238
	Equal variances not assumed	.116	-.227	.233
Mon organisation est socialement responsable.	Equal variances assumed	.134	-.046	.485
	Equal variances not assumed	.139	-.057	.495
Si je cherchais un emploi, je préférerais travailler pour une organisation socialement responsable.	Equal variances assumed	.138	-.147	.398
	Equal variances not assumed	.146	-.164	.415
Mon gouvernement devrait pousser davantage les normes de responsabilité sociale.	Equal variances assumed	.127	-.071	.428
	Equal variances not assumed	.130	-.080	.437
Mon organisation fait la promotion de normes éthiques élevées.	Equal variances assumed	.131	-.210	.306
	Equal variances not assumed	.127	-.203	.299
Mon organisation a un programme pour éviter la discrimination.	Equal variances assumed	.185	-.752	-.023
	Equal variances not assumed	.161	-.706	-.069
Mon organisation respecte les droits des consommateurs.	Equal variances assumed	.132	-.196	.325
	Equal variances not assumed	.131	-.195	.324

Independent Samples Test

		Levene's Test for Equality of Variances		t-test for Equality of
		F	Sig.	t
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	Equal variances assumed	12.010	.001	3.115
	Equal variances not assumed			2.823
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	Equal variances assumed	.968	.327	-1.617
	Equal variances not assumed			-1.708
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	Equal variances assumed	5.200	.024	6.444
	Equal variances not assumed			6.027
être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Equal variances assumed	4.828	.029	4.222
	Equal variances not assumed			3.911
Mon année de naissance est	Equal variances assumed	2.113	.148	5.264
	Equal variances not assumed			5.040
genre	Equal variances assumed	3.001	.085	.949
	Equal variances not assumed			.932
Niveau d'éducation	Equal variances assumed	2.078	.151	-5.626
	Equal variances not assumed			-5.095

Independent Samples Test

		t-test for Equality of Means		
		df	Sig. (2-tailed)	Mean Difference
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	Equal variances assumed	170	.002	.424
	Equal variances not assumed	87.556	.006	.424
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	Equal variances assumed	170	.108	-.396
	Equal variances not assumed	129.311	.090	-.396
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	Equal variances assumed	170	.000	1.015
	Equal variances not assumed	94.295	.000	1.015
être socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Equal variances assumed	170	.000	.690
	Equal variances not assumed	92.179	.000	.690
Mon année de naissance est	Equal variances assumed	161	.000	5.965
	Equal variances not assumed	94.559	.000	5.965
genre	Equal variances assumed	170	.344	.073
	Equal variances not assumed	106.641	.353	.073
Niveau d'éducation	Equal variances assumed	166	.000	-1.732
	Equal variances not assumed	85.900	.000	-1.732

Independent Samples Test

		t-test for Equality of Means		
		Std. Error Difference	95% Confidence Interval of the Difference	
			Lower	Upper
Mon organisation promeut la protection de l'environnement.	Equal variances assumed	.136	.155	.693
	Equal variances not assumed	.150	.125	.722
Mon organisation ne serait pas socialement responsable si cela n'était pas exigé par le gouvernement.	Equal variances assumed	.245	-.880	.087
	Equal variances not assumed	.232	-.855	.063
J'achète principalement des produits à des entreprises socialement responsables.	Equal variances assumed	.157	.704	1.326
	Equal variances not assumed	.168	.680	1.349
etre socialement responsable est un moyen d'obtenir de bons résultats financiers.	Equal variances assumed	.164	.368	1.013
	Equal variances not assumed	.177	.340	1.041
Mon année de naissance est	Equal variances assumed	1.133	3.727	8.203
	Equal variances not assumed	1.184	3.615	8.315
genre	Equal variances assumed	.077	-.079	.225
	Equal variances not assumed	.078	-.082	.228
Niveau d'éducation	Equal variances assumed	.308	-2.340	-1.124
	Equal variances not assumed	.340	-2.408	-1.056

BIBLIOGRAPHIE

- Abend, G. (2014). *The Moral Background: An Inquiry into the History of Business Ethics*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9781400850341>
- AgBank. (2019). *Agricultural Bank of China Corporate Social Responsibility Report 2019*. Récupéré le 13 octobre 2021 de <http://www.abchina.com/en/AboutUs/csr-report/>
- Argandona, A. et Hoivik, H. v. W. (2009). Corporate Social Responsibility: One Size Does Not Fit All. Collecting Evidence from Europe. *Journal of Business Ethics*, Vol. 89(3), 221-234.
<https://doi.org/10.1007/s10551-010-0394-4>
- Azzi, S., Clarkson, S., McCall, C.M. et Smyth J.(2019, 22 octobre). Parti libéral. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-liberal>
- Babiak, K. et Trendafilova, S. (2011). CSR and environmental responsibility: Motives and pressures to adopt green management practices. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, Vol. 18(1), 11-24. <https://doi.org/10.1002/csr.229>
- Baril, P.-L. (2018, 11 mai). Trans Mountain et les Autochtones. *Revue L'esprit libre*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://revuelespritlibre.org/trans-mountain-et-les-autochtones>
- Barrera, J. (2019,18 mars). Ottawa to announce plans for talks with Indigenous groups on Trans Mountain equity stake, revenue sharing. *CBC News*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.cbc.ca/news/indigenous/pipeline-sharing-morneau-1.5060512>.
- Bédard, F. (2019, 18 juin). Trans Mountain : des Autochtones et des environnementalistes crient victoire. *Radio-Canada*, récupérée le 18 mai 2021 de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1120871/transmountain-decision-cour-appel-federale-premieres-nations-environmentalistes-reactions>.
- Bergeron, M. (2018, 18 avril). Trans Mountain: la Saskatchewan menace de fermer le robinet. *La Presse*. Récupéré le 18 mai 2021 de https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201804/18/01-5161485-trans-mountain-la-saskatchewan-menace-de-fermer-le-robinet.php?utm_categorieinterne=traffickers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_5182819_article_POS4

- Bouslah, K., Linares-Zegarra, J., M'Zali, B. et Scholtens, B. (2018). CEO risk-taking incentives and socially irresponsible activities. *British Accounting Review*, Vol. 50, 76-92.
<https://doi.org/10.1016/j.bar.2017.05.004>
- Burga, R. et Reznia, R. (2021). Corporate Social Responsibility in Canada: A Uniquely Multi-Faceted Perspective. *Current Global Practices of Corporate Social Responsibility*, 621-636.
https://doi.org/10.1007/978-3-030-68386-3_29
- Bureau de recherche de la Commission de surveillance et d'administration des actifs d'État du Conseil d'État de Chine. (2008, 04 janvier). *关于印发关于中央企业履行社会责任的指导意见的通知* [Opinions directrices sur la performance des responsabilités sociales par les entreprises centrales]. Commission de surveillance et d'administration des actifs d'État du Conseil d'État de Chine. Récupéré le 22 juin 2020 de
<http://www.sasac.gov.cn/n2588030/n2588939/c4297490/content.html>
- Canada Goose. (2020, 06 February). *Canada goose donates 1 million yuan to wuhan charity federation*. Récupéré le 7 mai 2021 de
<https://www.canadagoose.com/on/demandware.static/-/Library-Sites-CG-Global/default/dw104094be/press/Canada-Goose-Donates-1Million-Yuan-to-Wuhan-Charity-Federation.pdf>
- Central Intelligence Agency. (2010). *The 2010 CIA World Factbook*. Récupéré le 16 décembre 2020 de <https://www.gutenberg.org/ebooks/35830>
- Chambre des communes du Canada, 2e session. 40e législature, 57-58 Elizabeth II. (2009). *PROJET DE LOI C-300*. Canadian Parliament. Récupéré le 7 mai 2021 de
<https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/40-3/projet-loi/C-300/premiere-lecture/page-42>
- Charif, M., Ferhat, S., Prosper, B. et Plaisent, M. (2017). Corporate Social Responsibility: a tool in Building Sustainable Relationships with Customers. *2017 International Conference on Economics and Management Engineering*. DEStech Transactions on Economics Business and Management.
<http://dx.doi.org/10.12783/dtem/iceme2017/11791>
- Cheng, B., Ioannou, I. et Serafeim, G. (2014). Corporate Social Responsibility and Access to Finance. *Strategic Management Journal*, Vol. 35(1), 1-23.
<https://doi.org/10.1002/smj.2131>
- Chen, Y.-C., Hung, M. et Wang, Y. (2018). The Effect of Mandatory CSR Disclosure on Firm Profitability and Social Externalities: Evidence from China. *Journal of*

- Accounting and Economics*, Vol. 65(1), 169-190.
<https://doi.org/10.1016/j.jacceco.2017.11.009>
- Corbridge, S., Harriss, J. et Jeffrey, C. (2013). India Today: Economy, Politics & Society. *Asian Journal of Social Science*, Vol.41(3-4), 411-413.
<http://dx.doi.org/10.1163/15685314-12341287>
- Crifo, P. et Forget, V. D. (2015). The economics of corporate social responsibility: A firm-level perspective survey. *Journal of Economic Surveys*, Vol. 29(1), 112-130.
<https://doi.org/10.1111/joes.12055>
- Dahlsrud, A. (2008). How Corporate Social Responsibility Is Defined: An Analysis of 37 Definitions. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, Vol. 15(1), 1-13
<https://doi.org/10.1002/csr.132>
- Dolmans, S. A. M., van Burg, J. C., Reymen, I. M. M. J. et Romme, A. G. L. (2014). Dynamics of resource Slack and constraints: Resource positions in action. *Organization Studies*, Vol. 35(4), 511-549.
<https://doi.org/10.1177%2F0170840613517598>
- Dougherty, M. L. (2011). The global gold mining industry, junior firms, and civil society resistance in Guatemala. *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 30(4), 403-418.
<https://doi.org/10.1111/j.1470-9856.2011.00529.x>
- Dougherty, M. L. et Olsen, T. D. (2014). Taking Terrain Literally: Grounding Local Adaptation to Corporate Social Responsibility in the Extractive Industries. *Journal of Business Ethics*, Vol. 119, 423-434 <https://doi.org/10.1007/s10551-013-1643-0>
- Ecojustice. (s.d.). *Challenging the Trans Mountain pipeline expansion*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.ecojustice.ca/case/challenging-trans-mountain-pipeline/>
- Elkington, J. (2018, 25 June). 25 Years Ago I Coined the Phrase "Triple Bottom Line". Here's Why It's Time to Rethink It. *Harvard Business Review*. Récupéré le 22 septembre 2020 de <https://hbr.org/2018/06/25-years-ago-i-coined-the-phrase-triple-bottom-line-heres-why-im-giving-up-on-it>
- Feng, Y., Chen, H.H. et Tang, J. (2018). The Impacts of Social Responsibility and Ownership Structure on Sustainable Financial Development of China's Energy Industry. *Sustainability*, Vol. 10(2), 301. <https://doi.org/10.3390/su10020301>

- Freeman, I. et Hasnaoui, A. (2011). The Meaning of Corporate Social Responsibility: The Vision of Four Nations. *Journal of Business Ethics*, Vol. 100, 419-443.
<https://doi.org/10.1007/s10551-010-0688-6>
- Ge, B., Jiang, D., Gao, Y. et Tsai, S.-B. (2016). The influence of legitimacy on a proactive green orientation and green performance: A study based on transitional economy scenarios in China. *Sustainability*. Vol. 8(12), 1344.
<https://doi.org/10.3390/su8121344>
- Gendron, C. et Turcotte, M.-F. (2013). The Social Economy, the Environment, and Sustainable Development: From specialized Sector to Renewed Social. In Marie J. Bouchard (dir.) *Innovation and the Social Economy*, pp.206-228. University of Toronto Press.
<https://doi.org/10.3138/9781442695092-010>
- Gifford, B., Kestler, A. et Anand, S. (2010). Building local legitimacy into corporate social responsibility: Gold mining firms in developing nations. *Journal of World Business*, Vol. 45(3), 304-311. <https://doi.org/10.1016/j.jwb.2009.09.007>
- Gift funds Canada. (2020,16 mars). *15 Canadian companies that donate to non-profit organizations*. Récupéré le 16 décembre 2020 de <https://www.giftfunds.com/blog/15-canadian-companies-that-donate-to-non-profit-organizations/>
- Global Affairs Canada. (2020, 13 May). *Canada's Enhanced Corporate Social Responsibility Strategy to Strengthen Canada's Extractive Sector Abroad*. Récupéré le 30 mai 2021 de <https://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-strat-rse.aspx?lang=eng>
- Gouvernement du Canada. (2021). *Émissions de gaz à effet de serre : facteurs et incidences*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre-facteurs-incidences.html>
- Gouvernement du Canada. (2020). *L'Office dévoile les premières phases de son réexamen du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/regie/salle-presse/communiqués-presse/2018/loffice-devoile-premieres-phases-son-reexamen-projet-dagrandissement-reseau-trans-mountain.html>
- Gouvernement du Canada. (2021). *Projet d'agrandissement du réseau Trans Mountain*. Récupéré le 18 juillet 2021 de <https://www.rncan.gc.ca/energie/ressources/19143>

- Gouvernement du Canada. (2020). *Publication par l'Office du Rapport de réexamen du projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/regie/salle-presse/communiqués-presse/2019/publication-loffice-rapport-reexamen-projet-dagrandissement-reseau-trans-mountain.html>
- Harrison, T. W. (2020, 13 octobre). Parti conservateur. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/parti-conservateur>.
- Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. (2011). *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. Nations Unies. Récupéré le 22 juin 2021 de <https://old.business-humanrights.org/fr/node/86586/principes-directeurs-des-nations-unies/texte-des-principes-directeurs>
- Hoffman, P. S., Moon, J. et Wu, B. (2017). Corporate social responsibility under authoritarian capitalism: Dynamics and prospects of state-led and society-driven CSR. *Business & Society, Vol. 56*, 651-671. <https://doi.org/10.1177%2F0007650315623014>
- Hofstede, G. et Hofstede, G. J. (2005). *Cultures and Organizations: Software of the Mind, 2^e Edition*. McGraw-Hill Education.
- Huawei. (2019). *2019 Sustainability Report*. Récupéré le 22 juin 2021 de <https://www.huawei.com/fr/sustainability/sustainability-report>
- Industrie Canada. (2014). *Guide de mise en œuvre à l'intention des entreprises canadiennes*. Gouvernement du Canada. Récupéré le 22 juin 2021 de https://www.ic.gc.ca/eic/site/csr-rse.nsf/fra/h_rs00599.html#s3.4.4
- ISO. (2010). *Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale : Découvrir ISO 26000*. Récupéré le 22 juin 2021 de <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100258.html>
- Jacques, A. (2010). Socially Conscious: Companies Share CSR Best Practices. *Public Relations Tactics*. https://apps.prsa.org/Intelligence/Tactics/Articles/view/8700/1017/Socially_conscious_Companies_share_CSR_best_practi#.YWefdNnMKT8
- Jamali, D., Karam, C., Yin, J. et Soundararajan, V. (2017). CSR logics in developing countries: Translation, adaptation and stalled development. *Journal World Business, Vol. 52*(3), 343-359. <https://doi.org/10.1016/j.jwb.2017.02.001>

- Jayasuriya, K. (2004). The new regulatory state and relational capacity. *Policy and Politics*, Vol. 32(4), 487-501. <https://doi.org/10.1332/0305573042009462>
- Kane, L. (2019, 22 March). Lawyers for Trans Mountain, Alberta government say B.C.'s proposed legislation 'directly' impacts pipeline. *The Canadian Press*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thestar.com/vancouver/2019/03/21/lawyer-for-trans-mountain-argues-th-at-bcs-proposed-environmental-laws-will-directly-impact-pipeline.html>
- Kaplan, R. (2015). Who has been Regulating Whom, Business or Society? The Mid-20th-Century Institutionalization of "Corporate Responsibility" in the USA. *Socio-Economic Review*, vol. 13(1), 125-55. <https://doi.org/10.1093/ser/mwu031>
- Khalili, N. R., Cheng, W. et McWilliams, A. (2017, November). A methodological approach for the design of sustainability initiatives: In pursuit of sustainable transition in China. *Sustainability Science*, vol.12, 933-956. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0463-z>
- Kohli, A. (2012). *Poverty Amid Plenty in the New India*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139015080>
- Kooiman, J. et Jentoft, S. (2009). Meta-governance: Values, norms and principles, and the making of hard choices. *Public Administration*, Vol. 87(4), 818-836. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9299.2009.01780.x>
- Kornik, S. (2019, 01 mars). Green Party accuses Alberta government of misleading Canadians in Trans Mountain campaign. *Global News*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://globalnews.ca/news/5008149/trans-mountain-pipeline-keep-canada-working/>
- Krichewsky, D. (2017). CSR policies in India's democracy: ambiguities in the political regulation of corporate conduct. *Business and Politics*, Vol. 19(3), 510-547. <https://doi.org/10.1017/bap.2017.2>
- Lewis, B. (2020, 27 novembre). ISO 26000 PILOTE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DEPUIS 10 ANS : Novembre 2020 marque le dixième anniversaire de la publication d'une Norme internationale qui a fait date en matière de responsabilité sociétale. *ISO*. Récupéré le 15 octobre 2021 de <https://www.iso.org/fr/news/ref2599.html>
- Li, K., Khalili, N.R. et Cheng, W. (2019). Corporate Social Responsibility Practices in China: Trends, Context, and Impact on Company Performance, *Sustainability*, vol. 11(2), 354. <https://doi.org/10.3390/su11020354>

- Li, W. et Zhang, R. (2010). Corporate social responsibility, ownership structure, and political interference: Evidence from China. *Journal of Business Ethics*, vol. 96, 631-645.
<https://doi.org/10.1007/s10551-010-0488-z>
- Lin, L.-W. (2010). Corporate social responsibility in China: Window dressing or structural change? *The Berkeley Journal of International Law* Vol.28(1), 64-100.
<http://dx.doi.org/10.15779/Z38F35Q>
- Luhmann, N. (2012, 2013). *Theory of Society.2 vols.* Stanford University Press.
- Madrakhimova, F. (2013). History of Development of Corporate Social Responsibility, *Journal of Business and Economics*, Vol. 4(6), 509-520.
<http://academicstar.us/UploadFile/Picture/2014-6/201461410571606.pdf>
- Melo, T. (2012). Slack-resources hypothesis: a critical analysis under a multidimensional approach to corporate social performance. *Social Responsibility Journal*, vol. 8(2), 257-269. <https://doi.org/10.1108/17471111211234879>
- Meuleman, L. (2008). *Public Management and the Metagovernance of Hierarchies, Networks and Markets: The Feasibility of Designing and Managing Governance Style Combinations.* Physica-Verlag Heidelberg.
- Miao, X., Tang, Y., Wong, C.W.Y. et Zang, H. (2015). The latent causal chain of industrial water pollution in China. *Environment Pollut*, Vol. 196, 473-477.
<https://doi.org/10.1016/j.envpol.2014.11.010>
- Moon, J. et Shen, X. (2010). CSR in China research: Salience, focus and nature. *Journal of Business Ethics* Vol. 94, 613-629. <https://doi.org/10.1007/s10551-009-0341-4>
- Moser A. et Korstjens, I. (2018). Series: practical guidance to qualitative research. Part 3: Sampling, data collection and analysis. *European Journal General Practice*, Vol. 24(1),9-18.
<https://doi.org/10.1080/13814788.2017.1375091>
- Mukherji, R. (2013). Ideas, Interests, and the Tipping Point: Economic Change in India. *Review of International Political Economy*, Vol. 20(2), 363-389.
<https://doi.org/10.1080/09692290.2012.716371>
- Noble, H. et Smith, J. (2015). Issues of validity and reliability in qualitative research. *Evidence-Based Nursing*, Vol.18(2), 34-35.
<http://dx.doi.org/10.1136/eb-2015-102054>
- Normand, G. et Bakx, K. (2019, 18 juin). Des groupes autochtones pourraient mettre la main sur le pipeline Trans Mountain. *Radio-Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1145840/transmountain-trans-mountain-achat-ra-chat-autochtones-premieres-nations-acheter-vendre-federal>

- O'Brien, B.C., Harris, I.B., Beckman, T.J., Reed, D. A. et Cook D.A. (2014). Standards for reporting qualitative research: a synthesis of recommendations. *Academic Medicine*, Vol. 89(9), 1245-1251. <https://doi.org/10.1097/acm.0000000000000388>
- Office of the Auditor General of Canada. (2015). *Interpretation and application of Canada's Corporate Social Responsibility Strategy*. Récupéré le 22 juin 2021 de https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/pet_377_e_40786.html
- Office national de l'énergie. (2020). *Recommandation d'approbation conditionnelle de l'agrandissement du réseau de Trans Mountain*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/regie/salle-presse/communiqués-presse/archive/2016/recommandation-dapprobation-conditionnelle-lagrandissement-reseau-trans-mountain.html?=&wbdisable=true>
- Parlement canadien. (2000,31 mars). *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) et projets de loi et documents connexes*. Gouvernement canadien. Récupéré le 22 juin 2021 de <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-environnemental-loi-canadienne-protection/documents-connexes.html>
- Pasquero, J. (2018). La responsabilité sociale des entreprises comme objet des sciences de la gestion : un regard historique. Dans Turcotte, Marie-France, (dir.) *La responsabilité sociétale de l'organisation*, 2e édition, p.257-300. Presses de l'université du Québec.
- Popescu, C. R. Gh. (2019). Corporate Social Responsibility, Corporate Governance and Business Performance: Limits and Challenges Imposed by the Implementation of Directive 2013/34/EU in Romania. *Sustainability*, Vol.11(19), 5146. <https://doi.org/10.3390/su11195146>
- Popescu, C. R. Gh. et Popescu, G. N. (2019). An Exploratory Study Based on a Questionnaire Concerning Green and Sustainable Finance, Corporate Social Responsibility, and Performance: Evidence from the Romanian Business Environment. *Journal of Risk and Financial Management*, Vol.12 (4),162. <https://doi.org/10.3390/jrfm12040162>
- Qiu, Y., Shaukat, A. et Tharyan, R. (2016). Environmental and social disclosures: Link with corporate financial performance. *The British Accounting Review*, Vol.48(1), 102-116. <https://doi.org/10.1016/j.bar.2014.10.007>

- Radio-Canada (2019,18 juin). *Une fuite du pipeline Trans Mountain coûterait 1,2 G\$*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/722068/deversement-potentiel-kinder-morgan-trans-mountain>
- Rasche, A., Morsing, M. et Moon, J. (2017). *Corporate Social Responsibility: Strategy, Communication, Governance*. Cambridge University Press.
- Ressources naturelles Canada. (2020, 22 septembre). *Le projet d'agrandissement du réseau Trans Mountain : Carte du projet*. Récupéré le 18 mai 2021 de https://www.rncan.gc.ca/le-projet-dagrandissement-du-reseau-de-trans-mountain/18722?_ga=2.107418626.127476016.1631971996-138962353.1631971996
- Ribaux, S. (2018, 18 avril). Le pipeline Kinder Morgan ne passera pas. *Equiterre*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://equiterre.org/choix-de-societe/blog/le-pipeline-kinder-morgan-ne-passera-pas>.
- Robert, I. (2018, 12 octobre). L'obligation de consulter. *L'Encyclopedi Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/obligation-de-consulter>.
- Robinson, J. Lewis. (2019, 22 janvier). Colombie-Britannique. *L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada*. Récupéré le 18 mai 2021. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/colombie-britannique>.
- RSE Conseil. (s.d.). *Focus sur L'ISO 2600*. Récupéré le 22 June 2021 de <http://www.rse-conseils.com/focus-iso-26000.html>
- Ritala, P., Huotari, P., Bocken, N., Albareda, L. et Puumalainen, K. (2018). Sustainable business model adoption among S&P 500 firms: A longitudinal thematic analysis study. *Journal of Cleaner Production, Vol. 170*, 216–226. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.09.159>
- Sagebien, J. et Lindsay, N. M. (2011). *Governance ecosystems: CSR in the Latin American mining sector*. Palgrave Macmillan.
- Sanjari, M., Bahramnezhad, F., Fomani, F. K., Shoghi, M. et Cheraghi, M. A. (2014). Ethical challenges of researchers in qualitative studies: the necessity to develop a specific guideline. *Journal of medical ethics and history of medicine, Vol. 7(14)*, 1-6. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4263394/>
- Scerri, A. et James, P. (2010). Accounting for sustainability: Combining qualitative and quantitative research in developing "indicators" of sustainability. *International*

Journal of Social Research Methodology, Vol. 13(1), 41-53.
<https://doi.org/10.1080/13645570902864145>

Sharma, C. S. K. (2013). A 360 degree analysis of Corporate Social Responsibility (CSR) Mandate of the New Companies Act, 2013. *Global Journal of Management and Business Studies* vol. 3(7), 757-762.
https://www.ripublication.com/gjmbs_spl/gjmbsv3n7_09.pdf

Shields, A. (2018, 01 juin). Ottawa rachète Trans Mountain pour 4,5 milliards de dollars. *Le Devoir*. Récupéré le 18 mai 2021 de
<https://www.ledevoir.com/politique/canada/528982/le-canada-achetera-le-gazoduc-transmountain-pour-4-5-milliards>

Sinopec Group. (2020). *2019 Sinopec Corp. Communication on Progress for Sustainable Development*. http://www.sinopec.com/listco/En/investor_centre/reports/sd_report/

Skare, M. et Golja, T. (2014). The impact of government CSR supporting policies on economic growth. *Journal of Policy Modeling*, Vol. 36(3), 562-577.
<https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2014.01.008>

Slaper, T. F. et Hall, T. J. (2011, Spring). The Triple Bottom Line: What Is It and How Does It Work? *Indiana Business Review Center*, vol. 86(1).
<https://www.ibrc.indiana.edu/ibr/2011/spring/article2.html>

Sørensen, E. (2006). Metagovernance: The changing role of politicians in processes of democratic governance. *American Review of Public Administration*, Vol. 36, 98-114.
<https://doi.org/10.1177/0275074005282584>

Steurer, R. (2010). The role of governments in corporate social responsibility: Characterising public policies on CSR in Europe. *Policy Sciences*, Vol. 43(1), 49-72.
<https://doi.org/10.1007/s11077-009-9084-4>

Sundar, P. (2014). Business and Community: The Story of Corporate Social Responsibility in India. *Sociological Bulletin* Vol. 63(1), 157-159. SAGE Publications.
<https://www.jstor.org/stable/43854964>

Tang, Y., Ma, Y., Wong, C. W.Y. et Miao, X. (2018). Evolution of Government Policies on Guiding Corporate Social Responsibility in China. *Sustainability*, Vol. 10(3),741.
<https://doi.org/10.3390/su10030741>

Tebini, H., Lang, P., M'Zali, B., et Perez-Gladish, B. (2014). Revisiting the Impact of Social Performance on Financial Performance from a Global Perspective. *International Journal of Business Science and Applied Management*, vol. 9(2), 31-50.

https://www.business-and-management.org/library/2014/9_2--30-50-Tebini,Lang,MZali,Perez-Gladish.pdf

- The Canadian Press. (2014, 10 November). Kinder Morgan's Trans Mountain pipeline benefits questioned: Simon Fraser University study claims company overstates employment, downplays costs. *CBC News*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/kinder-morgan-s-trans-mountain-pipeline-benefits-questioned-1.2829911>
- Thorlakson, T., de Zegher, J. F. et Lambin, E. F. (2018). Companies' contribution to sustainability through global supply chains. *Proceedings of the National Academy of Sciences, Vol. 115*, 2072-2077. <https://doi.org/10.1073/pnas.1716695115>
- Ting, Y., Qian, C., Chen, G. et Shen, R. (2015). How CEO hubris affects corporate social (ir)responsibility. *Strategic Management Journal, vol. 36(9)*, 1338-1357. <https://doi.org/10.1002/smj.2286>
- Trans Mountain Corporation. (s.d.). *Code de déontologie et d'éthique commerciale*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.transmountain.com/fr/business-conduct-and-ethics>
- Trans Mountain Corporation. (2018, 14 novembre). *Code of Business Conduct and Ethics*. Récupéré le 18 mai 2021 de https://s3-us-west-2.amazonaws.com/transmountain-craftcms/documents/Code-Business-Conduct-Ethics_Final.pdf?mtime=20190409164515
- Trans Mountain Corporation. (s.d.). *Notre histoire*. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.transmountain.com/fr/history>
- Trans Mountain Corporation. (2017, Decembre). *Projects Benefits Overview: Trans Mountain Expansion Project*. Récupéré le 18 mai 2021 de https://s3-us-west-2.amazonaws.com/transmountain-craftcms/documents/Project-Benefits-Handout--December-2017_v2_web.pdf?mtime=20171205172816
- Turcotte, M.-F.B., Bellefeuille, S. de et den H. F. (2007, automne). Gildan Inc., Influencing Corporate Governance in the Textile Sector. *The Journal of Corporate Citizenship, No 27*, 23-36. Greenleaf Publishing. <https://www.jstor.org/stable/jcorpciti.27.23?seq=1>
- Turcotte, M.-F. B., Clegg, S. R. et Marin, J. (2008). Enacting ecological and collaborative rationality through multiparty collaboration – a case of innovation in governance. *International Journal of Innovation and Sustainable Development (IJISD), Vol. 3*,

No 3/4.

<https://doi.org/10.1504/IJISD.2008.022228>

- Tziner, A. (2013). Corporative Social Responsibility (CSR) Activities in the Workplace: A Comment on Aguinis and Glavas (2013). *Journal of Work and Organizational Psychology*, Vol. 29(2), 91-93. <https://doi.org/10.5093/tr2013a13>
- US EPA. (2015). *2015 Update to the 1998 U.S. EPA Supplemental Environmental Projects Policy*. Récupéré le 22 septembre 2020 de <https://www.epa.gov/enforcement/2015-update-1998-us-epa-supplemental-environmental-projects-policy>
- Vallentin, S. (2015). Governmentalities of CSR: Danish Government Policy as a Reflection of Political Difference. *Journal of Business Ethics* Vol. 127(1),33-47. <https://doi.org/10.1007/s10551-014-2224-6>
- Wang X., Shen H., Jia, L. et Zou W. (2020,10 mars). 中国抗击新冠肺炎疫情企业捐赠报告 [Rapport sur les dons des entreprises dans la lutte de la Chine contre la nouvelle épidémie de pneumonie de la couronne]. *Jiemian News*. Récupéré le 22 June 2021 de <https://www.jiemian.com/article/4086815.html>
- Welford, R. (2004). Corporate social responsibility in Europe and Asia: Critical elements and best practice. *The Journal of Corporate Citizenship* No 13, 31-47. <https://www.jstor.org/stable/jcorpciti.13.31>
- Welford, R. (2005). Corporate Social Responsibility in Europe, North America and Asia: 2004 Survey Results. *Journal of Corporate Citizenship*, No 17, 33-52. <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.594.115&rep=rep1&type=pdf>
- Whitehorn, A. (2019,24 octobre). Nouveau Parti démocratique (NPD). L'Encyclopedie Canadienne, Historica Canada. Récupéré le 18 mai 2021 de <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/nouveau-parti-democratique>
- Wong, L. (2009). Corporate social responsibility in China: Between the market and the search for a sustainable growth development. *Asian Business Management*, Vol. 8(2), 129-148. <https://doi.org/10.1057/abm.2009.1>
- Yin, J. et Zhang, Y. (2012). Institutional dynamics and corporate social responsibility (CSR) in an emerging country context: Evidence from China. *Journal of Business Ethics*, Vol. 111, 301-316. <https://doi.org/10.1007/s10551-012-1243-4>

- Yuan, X. (2017). Correction of Corporation Value Assessment Model Based on Corporate Social Responsibility. *Agricultural Science and Technology*, Vol. 18(4), 45-67.
<https://www.proquest.com/docview/1961708060?pq-origsite=gscholar&fromopenview=true>
- Zeng, S. X., Meng, X. H., Yin, H. T., Tam, C. M. et Sun, L. (2010). Impact of cleaner production on business performance. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18(10-11), 975-983.
<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2010.02.019>
- Zhao, M. (2012). CSR-based political legitimacy strategy: Managing the state by doing good in China and Russia. *Journal Business Ethics*, Vol. 111, 439-460.
<https://doi.org/10.1007/s10551-012-1209-6>